

Oiseau-tempête

20 francs

● L'oiseleur-tempête. Barthélémy Schwartz. 1998 ●



Oiseau-tempête est animé par des individus, issus d'itinéraires différents, que rapproche la volonté de surmonter la résignation et d'esquisser une critique qui tente, dans la discussion et les débats passionnés, avec fragilité mais avec ténacité, de mettre à mal les visions convenues du monde. Oiseau-tempête vise, par le libre jeu des parcours, des réflexions et des échanges, à favoriser la convergence entre ceux qui n'entendent pas courber l'échine et à attiser le désir de transformation de la société. ■

DANGEREUX RACCOURCIS ET REQUINS VEGETARIENS

ZAPATISME ET NÉOLIBÉRALISME*

Néolibéralisme versus capitalisme, question de terminologie

Durant la rencontre, j'ai entendu beaucoup d'idées intéressantes à propos d'économies et de résistances alternatives aussi bien que d'expériences de résistances à la globalisation économique et à la transformation de la vie en valeur marchande. Cependant, j'ai perçu également beaucoup de confu-

sion à propos de questions fondamentales comme : qui précisément représente « l'humanité » ? Sommes-nous supposés être simplement contre le néolibéralisme ou contre le capitalisme lui-même ? Finalement, je suis reparti soucieux que l'emploi de l'expression néolibéralisme, en tant que raccourci idéologique pour désigner le système contre lequel nous luttons, puisse se révéler à la fois imprécis et

*Nous publions ici un extrait de la *Lettre ouverte aux amis internationaux des zapatistes*, écrite à la suite de la participation de l'auteur à la deuxième Rencontre intercontinentale contre le néolibéralisme et pour l'humanité, qui s'est tenue en Espagne en août 1997. R. Greeman, traducteur en anglais des romans de V. Serge, milite depuis les années 50 au sein des mouvements révolutionnaires internationaux. L'intégralité du texte peut être obtenue auprès de l'auteur, 16, r. de la Teinturerie, 34000 Montpellier.

potentiellement dangereux. A la réflexion, peut-être la meilleure contribution que je peux apporter au « nouvel espace de discussion » ouvert par les zapatistes serait de tenter de franchir la barrière des générations et d'essayer d'expliquer mes craintes.

D'abord, je trouve que l'emploi du terme néolibéralisme à la place de capitalisme manque de précision. Au sens strict du terme, l'expression néolibéralisme se réfère à une théorie économique ou à une politique basée sur cette théorie. Par exemple, les théories du libre échange de l'école des économistes de Chicago et la politique de privatisation de Thatcher et de ses disciples à l'étranger sont toutes les deux correctement désignées par le terme néolibéral. Le mot de capitalisme, quant à lui, désigne tout un système économique et politique. Le système capitaliste de salariat, de production marchande, d'exploitation et d'aliénation, date au moins de cinq siècles et s'est basé depuis le début sur l'exploitation globale (1492). Ce système capitaliste a adopté diverses théories et formes politiques en différentes époques et lieux. Elles allèrent du mercantilisme, de la liberté du commerce, du protectionnisme, de l'impérialisme des trusts et des monopoles, du capitalisme social au capitalisme d'Etat (avec des variantes aussi diverses que le capitalisme des trusts féodaux japonais, le « communisme » stalinien, le fascisme nazi) et maintenant le néolibéralisme... Tout ceci sans modifier l'essence même du capitalisme, c'est-à-dire l'auto-expansion du capital par l'extraction du temps de travail non payé.

Deuxièmement, je pense que substituer l'expression néolibéralisme au terme capitalisme induit en erreur du fait qu'il semble impliquer que nous devrions tenter de forcer les pouvoirs en place à adopter une autre théorie (la néokeynésienne ?) ou une autre politique économique (le capitalisme de l'Etat-providence ?) dans l'espoir que, grâce à ces politiques économiques, l'oppression de l'humanité et la destruction de la nature seraient supprimées ou au moins diminuées de façon significative. Si cette tentative était couronnée de succès, cela serait certainement un vrai raccourci, éliminant par là même la nécessité de songer à la perspective effrayante de vivre l'effondrement du système capitaliste mondial et son extirpation par les forces d'une nouvelle humanité, avec les soulèvements et les souffrances que cette perspective sous-entend.

Illusions dangereuses sur les requins végétariens

Mais je crains que cet espoir ne soit une illusion. Il tend aussi à concentrer les énergies sur la lutte contre les manifestations du capitalisme (dégrais-

sages, délocalisations, concentrations, restructurations, dogmatisme libre échangiste, globalisation)¹ tout en oubliant de s'attaquer à la nature même du système du salariat et de la marchandise (la société marchande) où le profit dérive du vol par le capital du travail et des terres non payées.

De plus, dans la mesure où le néolibéralisme est synonyme de libre échange global et de mondialisation, être contre le néolibéralisme tend à suggérer que l'humanité se trouverait mieux dans le cadre d'une forme quelconque de capitalisme national. Une telle vision constitue une invitation aux activistes locaux de chaque Etat à rejoindre les rangs des protectionnistes parmi les classes possédantes « patriotiques » qui sont aussi opposées au libre échange et à la pénétration par le capital international. Par cette logique, ces exploiters locaux – qu'ils soient propriétaires terriens, chefs d'entreprise, dirigeants d'entreprises d'Etat – doivent être considérés comme étant du côté de l'humanité, à force d'être « contre le néolibéralisme ».

A part le fait d'ignorer le conflit fondamental entre riches et pauvres, cette version protectionniste de l'alliance patriotique de l'opposition au néolibéralisme conduit logiquement à la guerre internationale. Puisque chaque économie capitaliste nationale entre en compétition avec toutes les autres, les riches dans chaque pays mobiliseront inévitablement les pauvres comme chair à canon dans des guerres fratricides contre d'autres nations capitalistes. Par exemple, durant les années 30 les nationaux-socialistes d'Hitler utilisèrent ce type de propagande pour dresser le peuple (Volk) allemand contre le capitalisme juif international et l'Empire britannique, tandis que les militaristes japonais imposaient l'unité nationale contre la pénétration en Asie du capital blanc européen. De telles illusions sont dangereuses. L'argent n'a pas de race, ni couleur, ni nationalité. Le capitalisme était déjà global depuis ses débuts le long des routes commerciales internationales de la fin du Moyen Age, et la Bourse ne s'est jamais distinguée par son patriotisme.

De plus, le capitalisme n'est pas réformable. Se battre pour amener le capitalisme à changer de nature est à peu près aussi réaliste que d'essayer de convertir un requin en végétarien – et à peu près aussi risqué. De par sa nature, le capitalisme n'est pas plus en mesure d'abandonner l'impitoyable exploitation des être humains qu'il est de la nature du requin de renoncer au sang et à la chair. Tout comme le requin végétarien mourrait de faim, l'entreprise ou la nation capitaliste qui s'abstiendrait de payer à ses travailleurs le minimum et de soutirer le maximum de labeur serait éliminée par la concurrence de re-

quins plus féroces sur le marché mondial. Je me rends compte combien il est épouvantable d'accepter le fait que la seule voie de sortie pour l'humanité soit de déraciner totalement le système capitaliste. Prendre le raccourci d'être contre le néolibéralisme est plus aisé, plus à la mode. Mais est-ce correct d'inviter les gens à nous rejoindre et à plonger dans la mer des luttes sociales sans afficher l'avertissement : « Danger ! Eaux infestées par les requins ! » C'est l'avertissement que le gouvernement réformiste socialisant d'Arbenz a oublié de délivrer au peuple guatémaltèque en 1954. Arbenz le désarma, la CIA entra en action et des décennies de terreur de droite en résultèrent. L'équipe d'Allende emprunta le même raccourci au Chili de 1970 à 1973 avec les mêmes résultats désastreux. Apprendront-ils jamais ?

Tragédie historique de l'antifascisme

Si je semble exagérer l'importance du thème, c'est parce que j'ai vécu assez longtemps pour être le témoin du destin tragique de deux générations de gauchistes dont les luttes échouèrent de façon désastreuse parce qu'ils reculèrent devant l'anticapitalisme et trouvèrent plus facile et plus à la mode de prendre des raccourcis idéologiques et de se définir comme « contre » quelque chose de plus immédiat et de plus tangible. Je me réfère aux antifascistes de la génération de mes parents et aux anti-impérialistes de la mienne.

Les antifascistes ne réussirent pas à stopper le fascisme en Espagne ou ailleurs en Europe en 1936-1939. Ils refusèrent à s'opposer au fascisme en tant que forme extrême du capitalisme en crise. A la place, ils prirent un raccourci : le Front populaire contre le fascisme. Cette alliance procapitaliste composée de communistes staliniens, de sociaux-démocrates, de partis capitalistes libéraux-démocrates, de syndicats et d'organisations culturelles était large, puissante et impressionnante. Mais, après que les magnifiques chants populaires aient été chantés, les ralliements effectués, les communistes signèrent un pacte avec Hitler (ayant préalablement supprimé la révolution anticapitaliste des ouvriers et des paysans espagnols)² pendant que les socialistes européens et les libéraux-démocrates (Léon Blum, etc.) vendaient la République bourgeoise espagnole et cédaient devant Hitler à Munich. Il a fallu 20 millions de morts pendant la Seconde Guerre mondiale pour arrêter Hitler en 1945 et maintenant le fascisme se relève. Quel merveilleux raccourci !

Le sort paradoxal de l'anti-impérialisme

De même, les anti-impérialistes des années 60 ne réussirent pas à stopper l'impérialisme. Car, au lieu de s'y opposer en tant qu'aspect du système capita-

DES CHOCS FRONTAUX A VENIR



Une nouvelle théorie du maintien de l'ordre social s'élabore. Le suffisant Ballardur avait inauguré en France cette nouvelle conception frontale de la gestion de l'ordre social en autorisant par décret l'armée à intervenir dans les conflits sociaux lorsque la flicaille serait débordée. C'était juste avant la contestation du CIP (1994). Les technologies déployées aujourd'hui par les compagnies de répression sociale (CRS) illustrent ces changements intervenus en très peu d'années, des lois Pasqua à Vigipirate. Un nouveau combattant de l'ordre apparaît, entre le militaire et le policier, figure hybride aussi sinistre que les chimères transgéniques qui sont préparées dans les laboratoires scientifiques des paysages de demain. Avec la crise, la gestion de l'ordre social devient de plus en plus une stratégie de prévention des chocs sociaux et frontaux à venir. Ces préparatifs sont aussi l'expression, dans la rue, d'une recrudescence de la violence à l'intérieur des entreprises. Comme le dit cette peinture du patronat allemand : pourquoi faire consensuel quand on peut être impunément violent ?

« Avec le développement de ces armes non létales, les forces armées des Etats-Unis – et avant tout le Marine Corps – se préparent à mener des opérations qui, sous certains aspects, seront plus de caractère policier que véritablement militaire. Dans la doctrine américaine, l'ennemi extérieur et l'ennemi intérieur tendent à se confondre. Dans les académies de l'armée de terre, on dissèque l'intervention de la garde nationale et de certaines unités militaires dans des émeutes des ghettos de Los Angeles comme celle de l'armée brésilienne dans les favelas de Rio. » (Le Monde diplomatique, février 1998.)

BARTHÉLÉMY SCHWARTZ □



liste, ils empruntèrent tous les raccourcis imaginables qui allèrent du soutien aux candidats capitalistes en faveur de la paix (tels que le sénateur nord-américain McCarthy) à battre le tambour pour les dictateurs des régimes du capitalisme d'Etat tels que Ho Chi Minh, Enver Hoxa, Mao Tse-tung, Kim Il Sung, le colonel Quadraffi (tous anti-impérialistes *bona fide*). Du temps des campagnes mouvementées, des marches et des brigades rouges, personne n'avait le temps d'écouter ceux qui, minoritaires parmi nous, avaient compris que « l'impérialisme » n'était pas un complot des chefs de gouvernement mais l'essence même du capitalisme (et ce depuis 1492), ceux qui virent que le soi-disant « communisme » n'était rien d'autre que le capitalisme d'Etat totalitaire et bureaucratique, et que « la libération nationale » pouvait signifier se battre et mourir pour remplacer un oppresseur étranger par un oppresseur national.

Trente ans après, les « longues marches » anti-impérialistes de ma génération ont atteint leurs des-

tinations et nos mouvements souterrains ont refait surface devant un spectacle édifiant. Nous regardons les leaders anti-impérialistes du Vietnam « libéré », de la Chine « communiste » inviter sans la moindre honte les capitalistes étrangers à venir exploiter leurs travailleurs. Et les exploiter à des tarifs défiant toute concurrence que les conditions de travail mises en place par ces Etats « révolutionnaires » à parti unique avaient rendu possible (usines-bagnes, etc.). Cette nouvelle alliance contre les travailleurs a été résumée par le très sérieux commentateur de l'éditorialiste du « New York Times » à propos de l'annexion de Hong Kong : « Longue vie à l'héritage de Mao et à Merrill Lynch. »³ Bien sûr, il était plus aisé d'expliquer l'anti-impérialisme que l'anti-capitalisme. Quel merveilleux raccourci ! La question aujourd'hui est la suivante :

est-ce que l'emploi de l'expression néolibéralisme comme substitut à l'expression anticapitaliste peut mener à un nouveau dangereux raccourci ?

RICHARD GREEMAN ■



● Invectives ●

Texte : Barthélémy Schwartz. Dessin : Bruno Richard

1 - Il est à noter qu'aucune de ces manifestations néolibérales n'est nouvelle. Par exemple, pour ce qui est de la mondialisation : en 1996, l'Asie produisait seulement 22 % des biens de production mondiale en comparaison des 29 % en 1900. De même les baisses de salaire, les fermetures d'entreprise et les monopoles étaient aussi répandus en 1900 qu'aujourd'hui.

2 - Le récent film de Ken Loach « Land and Freedom » (Terre et Liberté) raconte cette histoire avec précision comme le font des écrivains tels que Georges Orwell et Victor Serge à leur époque (mais qui les écoute ?).

3 - « New York Times », 3 juin 1997. Merrill Lynch est l'homme d'affaires le plus important de Wall Street.



CHOMEURS/MEDIAS : JEU DE GLACES DEFORMANTES

Des chômeurs et précaires se sont depuis le début du mouvement regroupés selon des modes différents (au sein d'associations déjà existantes, de syndicats, de collectifs créés pour l'occasion,...) pour avancer différents types de revendications, des plus réformistes (une prime de Noël pour les pauvres chômeurs, « du travail pour tous » en se partageant les miettes) en passant par des positions revuistes (« un revenu, c'est un dû ») jusqu'à une remise en cause de la société capitaliste et du travail salarié qui lui est associé. De même, les positions de ces différents collectifs concernant le rôle des médias et la place à leur réserver dans la lutte sont pour le moins diverses. La question des médias a suscité (et suscite) de manière récurrente des débats au sein des groupes de chômeurs parce qu'elle met en relief des visions différentes de la lutte et des façons de la mener.

Les dirigeants des associations de chômeurs déjà existantes, AC!, MNCP, APEIS, Collectif CGT des privés d'emploi ont adopté dès le début du mouvement une stratégie claire vis-à-vis des médias. En parallèle à des revendications limitées à l'emploi et/ou au revenu garanti pour tous, ces associations se sont positionnées en faveur de l'intervention des médias comme soutiens et porte-voix de la lutte. Donner l'image de « gens honnêtes privés d'emploi malgré eux » convenait parfaitement aux grands médias, d'accord pour être les relais d'une « bonne cause » et donner ainsi une image positive de chômeurs se limitant à des actions légitimes bien qu'illégales (occupations, réquisitions de marchandises).



RIEN D'ETONNANT à ce que la télévision et les radios aient donné la parole aux dirigeants de ces associations – en prenant bien soin de ne pas faire entendre les divergences, notamment entre les « chefs » et des membres à la base – pour décrire le désespoir des chômeurs et commenter les réactions-décisions successives du gouvernement et des politiques. N'ont-ils pas tous réagi de la même manière à l'annonce du ridicule milliard accordé par Jospin en disant en gros : « C'est déjà pas mal, mais ce n'est pas suffisant. » N'ont-ils pas tous tenté de récupérer et de canaliser le mouvement en l'orientant vers le projet réformiste des 35 heures ? Rien d'étonnant non plus à voir ces mêmes « chefs » se désolidariser

et critiquer des débordements causés par des groupes « d'agitateurs » ayant eu le culot de mettre le bordel à la Bourse du commerce de Paris, au siège du PS ou au Crédit Lyonnais à Nantes¹. Rien d'étonnant enfin à ce que ces associations organisent des pseudo-réappropriations de marchandises dans des supermarchés en ayant négocié à l'avance avec le directeur du magasin et en ayant chaleureusement invité les médias à filmer l'action méticuleusement

LES MÉDIAS « VUS » PAR LES CHÔMEURS

préparée. Ce fut le cas, par exemple, lors d'une action de réquisition d'un supermarché de Pantin, organisée par AC!, avec le service d'ordre de la CNT, et surmédiatisée. Ce fut le cas également lors de l'occupation d'une ANPE du 18^e le 26 février, organisée conjointement par AC! et l'assemblée de Jus-sieu² lors de laquelle les caméras de M6, TF1 et France3 ont filmé sans relâche des discussions artificielles alors que les participants étaient peu convaincus de l'action entreprise.

Pour ce qui est de nombreux membres de ces mêmes associations³ et des autres collectifs de chômeurs, la position vis-à-vis des médias est plus disparate mais en général, la croyance en l'importance de la présence des grands médias lors des actions prédomine. Les réflexions : « Il faut qu'on parle de nous », « Il faut que les gens sachent ce que font les chômeurs » ou encore « Cela peut donner l'idée à des gens de nous rejoindre » résument bien cette position. L'idée sous-jacente est aussi d'utiliser les médias comme moyen de dialogue et de pression par

rapport au gouvernement en croyant que ces derniers retransmettront leurs dignes revendications et influenceront ainsi sur les décisions politiques. Ainsi, lors de l'occupation de l'agence EDF Barbès, des débats sur les médias ont permis aux occupants (de diverses associations ou sans appartenance) de se rendre compte que tout le monde n'était pas d'accord sur la question. La position finalement retenue fut celle de laisser les caméras filmer à partir du moment où le journaliste se présentait. Cependant, la position la plus couramment adoptée lors des occupations était de laisser les caméras ne filmer que l'action et non les assemblées générales. En participant à ces actions, on pouvait se rendre compte de l'importance accordée aux médias par les militants. Ainsi, on pouvait entendre très souvent des réflexions du genre : « *Mais je ne comprends pas, ils n'ont pas parlé de nous ni à la télévision, ni sur France-Info.* »



LEUR VOLONTE de réaliser des actions, certes illégales sur le fond, mais « raisonnables », c'est-à-dire sans dépasser certaines limites (pas de violences, pas de dégradations, entente « cordiale » avec la direction des agences ANPE, des ASSE-DICS ou d'EDF/GDF, en attendant que les délégués veuillent bien négocier avec la direction) est cohérente avec la volonté de donner l'image de chômeurs luttant pour leur bon droit (notamment le fameux « droit au travail »).

De même, lors d'une réunion organisée par la commission médias du collectif de chômeurs de la Maison des ensembles à Paris, Serge Halimi, invité pour parler de son ouvrage sur les médias⁴ et du rôle de ces derniers dans le mouvement des chômeurs a conclu : « *Les médias ne doivent pas faire partie de la stratégie d'une action, ou alors de manière annexe et contrôlée. Une lutte se fait d'abord avec ceux directement concernés et non avec les médias.* » Nombre de participants au débat n'ont pas été convaincus par cette position pourtant minimale. Si certains d'entre eux ne sont pas naïfs quant aux possibles manipulations médiatiques, beaucoup sont certains de la possibilité d'utiliser les médias dans leur sens sans se faire manipuler. Un jeune homme est même intervenu pour dire que selon lui : « *L'important, c'est que les médias parlent de nous ou montrent des images, peu importe les commentaires qu'ils font dessus...* », réflexion pour le moins révélatrice de la croyance en la nécessité absolue de la présence des médias lors des actions.

Ce que ces chômeurs expriment par là, c'est une volonté claire de reconnaissance par la société à tra-

vers les médias et une volonté d'intégration à celle-ci et à ses valeurs dominantes (accès aux standards de la société de consommation et au salariat). Là encore, ils sont en opposition avec leurs « dirigeants » qui, eux, recherchent dans les médias une reconnaissance politique, ce qu'ils ont d'ailleurs obtenu, d'abord lors de leur première rencontre avec le Premier ministre le 8 janvier 1998 (AC!, MNCP, APEIS). Notons ensuite que cette reconnaissance politique s'est récemment concrétisée, tout au moins pour AC!, par la promesse de Lionel Jospin de recevoir une subvention conséquente en tant que représentant officiel des chômeurs.



D'AUTRES COLLECTIFS de chômeurs et de précaires sont par contre plus perplexes, voire totalement hostiles à la présence de médias lors des assemblées générales et des actions.

L'exemple de l'assemblée de Jussieu⁵ est révélateur de cette position. Dès la première réunion de cette assemblée, le 19 janvier 1998, et au cours de plusieurs autres, des débats houleux, mais nécessaires, se sont tenus entre ceux qui refusaient catégoriquement la présence des médias lors des discussions et des actions et ceux qui pensaient que cela présentait un intérêt pour le mouvement. La position contre l'intervention des médias se basait sur l'idée que, d'abord, ces derniers n'ont pas leur place lors des assemblées (sauf en tant qu'individu participant au mouvement) ; que, ensuite, ils n'ont pas leur place parce qu'ils représentent « les chiens de garde » du pouvoir ; parce que les participants n'ont pas envie d'être filmés dans l'absolu quelque soit l'explication donnée par le journaliste sur la possible utilisation non policière des images ; parce qu'enfin, beaucoup de participants sont convaincus que les médias n'ont rien à apporter au mouvement excepté un risque d'une manipulation. La décision finalement adoptée fut celle de l'exclusion pure et simple des médias lors des assemblées générales et des actions (en refusant par exemple de les prévenir ou de les associer), les participants préférant s'adresser directement aux gens pour discuter.

Pour autant, les collectifs opposés à la présence des médias sont soucieux de la circulation de l'information. C'est pourquoi des communiqués de presse ont été réalisés lors de nombreuses actions. Néanmoins, le besoin de faire presque systématiquement des communiqués de presse révèle la nature des actions entreprises : elles se limitent de fait à des actes symboliques et donc médiatiques, même si, à l'origine, la volonté des chômeurs et précaires peut être différente⁶.

On pourrait juger que la position anti-médias de certains collectifs de chômeurs est exagérée et puriste. Pourtant, les faits récents vont dans leur sens et nombreux sont les collectifs de chômeurs qui se sont étonnés, puis interrogés sur le rôle pour le moins ambigu des médias depuis le début du mouvement.



LES TELES, RADIOS ET JOURNAUX ont relayé le mouvement des chômeurs, ses actions et ses revendications dès le début et plutôt avec une apparente sympathie, contrairement à ce qui avait été le cas lors du mouvement social de novembre-décembre 1995 à ses débuts. Dans les deux cas cependant, les médias ont adhéré aux positions du gouvernement : en se positionnant favorablement au début du mouvement des chômeurs (voir la « compréhension » du désespoir des chômeurs par le gouvernement dans un premier temps) et défavorablement au début du mouvement de 1995 (voir l'incompréhension de Juppé au refus par la population de sa réforme de la Sécurité sociale).

Après l'intervention de Jospin au journal de 20

heures à la mi-février 1998 concernant le déblocage de 1 milliard de francs pour les aides d'urgence aux chômeurs, c'est le black-out total. Pour les journalistes comme pour le gouvernement, le mouvement des chômeurs est terminé et qu'on n'en parle plus !

En fait, les médias ont parlé des chômeurs engagés dans la lutte (en tenant le compte régulier des antennes ASSEDICS et ANPE occupés et/ou évacués) quand cela leur paraissait judicieux. Courroies de transmission du pouvoir et dirigés vers la seule recherche de l'information-marchandise, il leur a paru plus prudent et surtout plus rentable de parler des « pauvres et vrais chômeurs », de réaliser des reportages voyeuristes et misérabilistes ou des entretiens larmoyants sur le sort de quelques bougres. Faire passer ces pauvres chômeurs pour les victimes du sous-emploi et de la rudesse des temps n'allait pas contre le pouvoir politique, au contraire. L'idée de montrer la révolte et/ou la désespérance d'ex-travailleurs à la recherche éperdue d'un emploi allait dans le sens des déclarations de Jospin : relancer la croissance pour trouver du travail à tous ou, si besoin est, le partager (entre pauvres) et surtout refuser l'idée d'un RMI pour les moins de 25 ans, c'est-à-dire subventionner les jeunes à ne rien faire pour qu'ils ne prennent pas l'habitude d'être assistés. Mais fallait pas pousser... Dès que les occupations n'ont plus seulement concerné des ANPE ou des ASSEDICS mais des sièges de partis, des

Bourses de commerce, des cabinets d'huissiers, des agences EDF, etc., et dans la mesure où les évacuations des lieux occupés sont devenues la règle, les médias n'ont plus jugé légitime la lutte des chômeurs. Ce n'est pas tant la deuxième guerre du Golfe (qui n'a pas eu lieu), les démêlés sexuelo-amoureux de Clinton et les Jeux olympiques d'hiver qui ont facilité l'opération d'instrumentalisation médiatique du mouvement, mais bien plus le fonctionnement intrinsèque des médias : l'idéologie médiatique implique, comme pour tout autre produit lancé sur un marché, un recyclage permanent et rapide des idées et des situations. Dans le même ordre d'idées, la thèse de Serge Halimi dans son dernier ouvrage ne remet pas fondamentalement en cause le rôle des médias puisqu'il entretient l'illusion de pouvoir les utiliser et les contrôler.

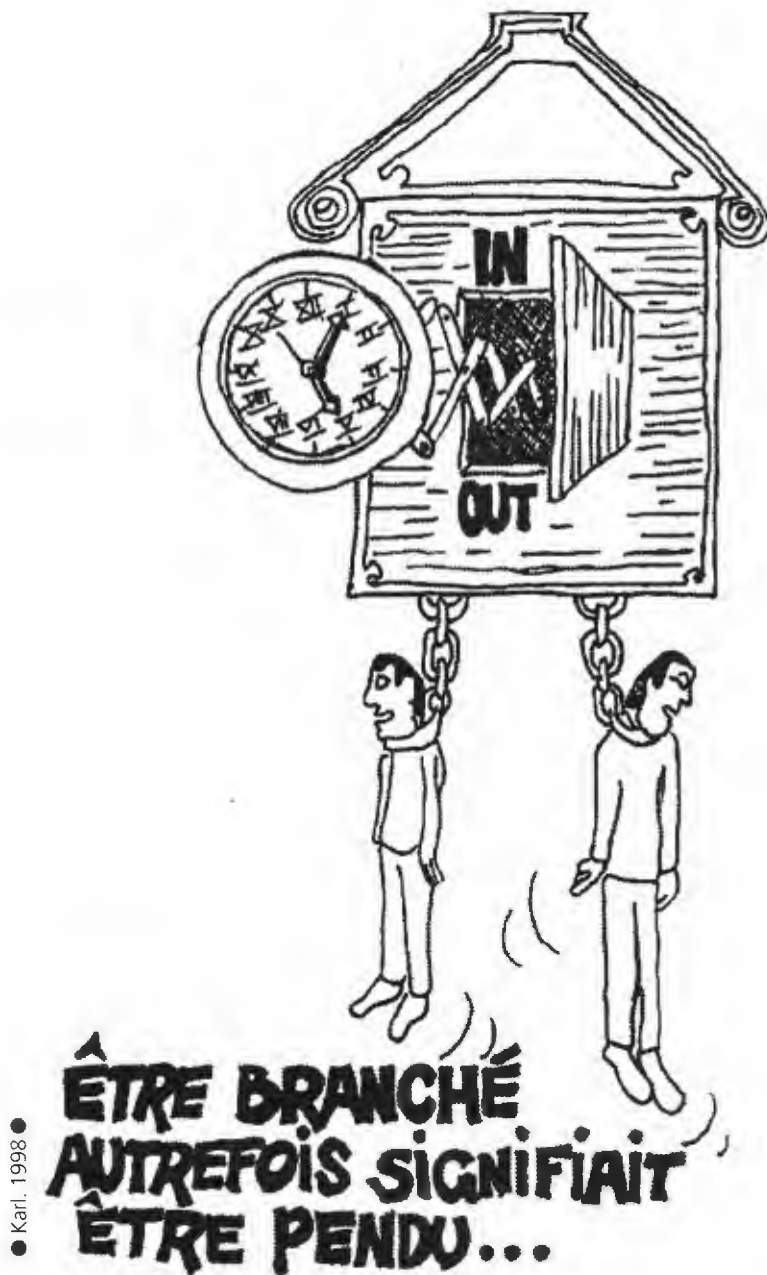
De fait, c'est la radicalité de quelques actions de chômeurs qui a déplu aux journalistes, relais de la légalité et de la morale républicaines. Et voilà qu'ils opèrent de nouveau une division entre les « bons » et les « mauvais » chômeurs, comme ce fut le cas lors

LES CHÔMEURS « VUS » PAR LES MÉDIAS

des manifestations anti-CIP en 1994 entre les « casseurs » et les « gentils étudiants ». Rappelons-nous aussi l'article de « Libération », en plein mouvement des chômeurs, sur les échauffourées entre des jeunes et la police dans le plus grand centre commercial de la banlieue de Lyon : évidemment, les journalistes ne font à aucun moment le rapprochement entre cette affaire et la lutte des chômeurs. Pour eux, il n'y a aucun lien entre d'une part la violence exercée par le système sur les individus et d'autre part la révolte des banlieues et celle des chômeurs.



CERTAINS JOURNAUX ont accompagné la campagne de criminalisation et de répression policière et judiciaire qui s'est abattue sur les chômeurs. Plus, ils l'ont confortée : inutile de citer les titres d'articles ou les unes du « Figaro », de « France Soir » et du « Parisien » qui parlaient des chômeurs en termes de « faux chômeurs », de « pilleurs » ou de « sympathisants des chômeurs »⁷ pour parler notamment des quatre manifestants interpellés à la suite l'action au Cash Converters (et ainsi bien montrer qu'ils n'étaient pas de « vrais chômeurs »). Il fallait non plus seulement dénoncer les actions jugées violentes comme celle de la Bourse du commerce à Paris et passer sous silence ce qui restait du mouvement, mais encore dénoncer les « dangereux » militants qui commandaient à certaines actions et



qui entraînaient malgré eux de « vrais » chômeurs manipulés.

Ainsi, lors de la première occupation de l'ENS, rue d'Ulm à Paris dans le 5^e arrondissement, « Le Parisien »⁹ titrait : « *Les curieux recoupements des policiers : s'imposant porte-parole, toujours bien placés dans les défilés, on retrouve avec les sans-emploi les activistes qui défendaient, l'année dernière, les sans-papiers et les sans-logis* » et de préciser dans l'article : « *Le plus souvent, les pouvoirs publics ne peuvent composer qu'avec une poignée d'activistes virulents. Arrivant cagoulés en queue de manifestations, ils sont regroupés par les services de*

renseignements sous le vocable "d'autonomes". Agés de 18 à 25 ans, toxicomanes endurcis ou encore étudiants, ces "casseurs d'institutions" sont officiellement estimés à une cinquantaine dans la capitale. »

A la suite de la seconde occupation de l'ENS, beaucoup plus symbolique cette fois, à la suite de la manifestation nationale des chômeurs le 7 mars à Paris, « France Soir » et « Libération »⁹ remettent ça en titrant : « *Trois cent quinze interpellations rue d'Ulm : un tiers seulement de sans-emploi* » et d'ajouter qu'après une « *étude sociologique, en fait de chômeurs, il y avait un tiers de chômeurs seulement, quant aux SDF, ils représentent à peine 3 %* », « *les vrais SDF ne sont que huit* » ou encore de préciser la présence « *d'une cinquantaine d'autonomes, mouvance qui avait disparue au début des années 80. Toute leur idéologie consiste à pourrir les manifestations en cherchant systématiquement l'affrontement avec les forces de l'ordre. On s'aperçoit aujourd'hui que ce sont les mêmes qui étaient à l'origine, dans les mêmes circonstances de suite de manifestation, des gros dégâts et des violents affrontements de la Bourse du commerce en janvier.* » En cela, ces journaux mettent en valeur les contradictions réelles du mouvement entre, d'une part, des revendications réformistes, majoritaires, et, d'autre part, des idées en

rupture avec la société. Cependant, ils le font à leur manière : en diabolisant ces dernières et en donnant une légitimité aux premières.



FINALEMENT, une action, et plus largement une lutte, n'a rien à gagner et tout à perdre lorsqu'elle est organisée en fonction des mass-médias : d'une part, une lutte est bien plus efficace quand elle est menée en fonction d'un objectif propre, par et pour ses acteurs et non par procuration ; d'autre part, quand un mouvement est trop dépendant des médias, ses actions tournent souvent au spectaculaire

(les actions sont de type symbolique) et là, on entre dans le jeu des médias et de la société de spectacle bien plus qu'on ne sert la lutte menée. Il y a de plus un risque réel de manipulation par les mass-médias qui suivent les actions quand elles font vendre, restent dans la légalité et en accord avec la morale bourgeoise et ce, toujours en coordination implicite avec les actions-décisions du pouvoir politique. Enfin, la

volonté de certains chômeurs de « *montrer aux autres ce qu'on fait* » grâce aux images des mass-médias pour inciter d'autres chômeurs à rejoindre la lutte ne s'est pas réalisée (pour cause, il n'y a pas eu de massification du mouvement) et ne remplacera jamais une prise de conscience et un engagement individuels¹⁰.

KARINE ■

1 - L'action de Cash Converters le 11 février n'a pas permis à AC! d'adopter la même position étant donné la présence de militants de leur association dans l'action et parmi les quatre interpellés, d'où la présence de C. Villiers lors du procès comme témoin de la défense.

2 - Assemblée créée le 19 janvier à la suite de la sortie volontaire des occupants de l'ENS et constituée de chômeurs, précaires, étudiants,...

3 - En ce qui concerne AC!, l'APEIS, le MNCP, remarquons que pas mal de groupes sont souvent sur des positions différentes, au niveau des revendications ou des types d'actions.

4 - « Les nouveaux chiens de garde », S. Halimi, éd. Raisons d'Agir, novembre 1997.

5 - L'exemple de cette assemblée a été choisi comme étant celui que je connais le mieux.

6 - L'exemple de l'occupation de l'ENS est révélateur : le but

était de faire du lieu occupé un endroit convivial de rencontres et de débats, ouvert à tous en permanence.

7 - Cf « Le Parisien », du 27 février 1998.

8 - Du 19 janvier 1998, p.26.

9 - Du 9 mars 1998.

10 - Cf à ce sujet : « Les médias ont permis de créer un mouvement de chômeurs, où parfois les chômeurs n'étaient guère présents et de rendre encore plus passifs les prolétaires, puisque ceux-ci se voient à la télé : le spectacle de la lutte rend celle-ci inutile pour le plus grand nombre et ne lui trouble pas le sommeil ; il a bonne conscience et l'Etat s'occupe du sort des plus démunis, alors pourquoi se fatiguer ? » Extrait du « Mouvement des chômeurs : un semblant de lutte pour nous intégrer encore plus dans la gestion démocratique de la misère ! » signé Des Prolétaires Apatrides, mars 1998, disponible sur la liste : reseau@lists.nothingness.org.

Au début, le rêve parle, la belle utopie crie terre et liberté, justice, pain et paix. Et tout va bien, tout se tient, la vie se justifie. Les têtes se lèvent, les yeux s'expriment, le poing se ferme et la lutte continue... Les armes arrivent, le passe-montagne suit, la pipe s'allume, la plume dessine le mythe zapatiste contemporain. Et l'intello philoso-mao nostalgique trouve une raison de vivre : « Contre le néolibéralisme, pour l'humanité », qu'il dit. La hiérarchie s'implante dangereusement derrière le masque et sur l'espoir des dépossédé-e-s. La guérilla naît. La force politique se met en place et la guérilla devient son aile militaire. Le postmoderne demeure classique ! L'histoire se répète derrière les subtilités. Les négociations avec l'Etat... c'est stratégique ! Comme toujours. C'est la politique ! Et le violon joue la néochanson.

NI TERRE, NI LIBERTE

LEZLN poursuit son travail clandestin, le FZLN conspire officiellement. Et partout sur la planète du capital d'autres gens, imbu-e-s aveuglement de l'espoir d'une victoire, appuient l'internaute Marcos et les vieux temps. La lutte est légitime. Pour quelques révolté-e-s et insurgé-e-s, la mort est le prix de la dignité, pour d'autres, elle est le risque du pouvoir. Tout de même, l'opportunisme n'a pas à être supporté ni justifié, puisque la suite à cette histoire se trace douloureusement. On la craint. La mort ou le pouvoir pour les passe-montagnes télévisé-e-s. Pour les autres, ni terre, ni liberté. Une fois de plus, le rêve se tait... jusqu'à ce qu'un jour... sans être ni médiatisées, ni récupérées, quelques voix puissent enfin crier : « Terre et Liberté ! »

ANITE G. DE CARVALHO ■

DU SUICIDE ET DES OCCUPATIONS



Quand nous sommes très fort, - qui recule ?
très gais, - qui tombe de ridicule ?
Quand nous sommes très méchants,
que ferait-on de nous ?

■ Illuminations, ARTHUR RIMBAUD ■

Bien que le taux de suicide n'ait cessé d'augmenter depuis 1975, ce n'est qu'aujourd'hui que les sociologues «redécouvrent» le lien entre suicide et crise économique, et qu'ils s'intéressent à ce « phénomène récent ». Cette visibilité sociale grandissante du suicide, que des statistiques contradictoires et des rapports d'experts dépourvus de conclusion ne peuvent plus masquer, les préoccupe au premier point : à quoi servent, en effet, des spécialistes de la gestion et de la prévention sociale s'ils sont incapables de prévoir en période de crise, à l'usage de leurs maîtres, les catastrophes sociales à venir ?

« L'analyse de cette « anomalie » démographique d'apparition récente conduit actuellement sociologues et démographes à une remise au premier plan du lien entre suicide et crise économique, au cœur de laquelle se trouvent placés les jeunes actifs. Selon Chauvel, l'évidence, déjà signalée par Karl Marx, théorisée par Emile Durkheim et Maurice Halbwachs, mais occultée durant les Trente Glorieuses (1945-1975), resurgit avec force au moment où le taux de suicide global (supérieur à 20 pour 100 000) avoisine celui des années 30 et où les chiffres du chômage des jeunes et du suicide coïncident jusque dans la rupture enregistrée de 1987 à 1991 : depuis 1975, les deux courbes grimpent de conserve, à l'exception des années 1988-1991, période d'embellie économique, où elles ont également décliné conjointement. »

« (...) C'est ainsi que les années 90 sont caractérisées par une élévation forte du taux de suicide chez les hommes de 35 à 44 ans. Le poids de la crise économique est particulièrement significatif chez les ouvriers âgés de 25 à 49 ans, dont le taux de suicide est six fois supérieur à celui des professions intellectuelles du même âge. »

« (...) Ce ne sont pas nécessairement les chômeurs qui se suicident, quoique Josiane Andrian ait récemment montré que les suicides, recensés par l'INSEE, de "personnes inoccupées" (qui, entre 30 et 44 ans, sont aux deux tiers des chômeurs) interviennent trois fois plus fréquemment que ceux des actifs occupés. » (Le Monde, 4 février 1998)

Pourtant, cet hiver, il s'est trouvé de nombreux individus « inoccupés » qui ont choisi « d'exprimer leur détresse sociale » autrement que par le suicide : en occupant sauvagement, par exemple, les établissements de tri pour chômeurs non recyclables, les bâtiments d'EDF afin d'obliger les directions à cesser les coupures d'électricité, ou en ridiculisant l'*arrogance* des huissiers. Sans l'aide d'experts, ces personnes vindicatives ont découvert par elles-mêmes un dérivatif ludique et efficace à leur enfermement, et conclu avec lucidité que la meilleure façon de combattre le suicide était de réagir contre les conditions d'existence qui le rendent possible. Certains avaient déjà rejoint les conclusions de cet ancien archiviste de la préfecture de police de Paris, qui notait vers 1830 : « Dans les places que j'ai remplies à l'administration de la police, les suites des suicides étaient en partie dans mes attributions ; j'ai voulu connaître si, dans leurs causes déterminantes, il ne s'en trouvait pas dont on pût modérer ou prévenir l'effet. J'avais entrepris sur ce sujet important un travail considérable. Je trouvais que sans une *réforme de l'ordre social présent* toutes les autres tentatives seraient vaines. » (Karl Marx, Peuchet : « Du Suicide ». Les italiques sont de Karl Marx.)

■ BARTHÉLÉMY SCHWARTZ ■



MONTE-CHARGE

tout au long de son aventure créatrice, l'art moderne s'est joué, face à une figure de l'altérité, à un exotisme inspirant qui s'opposait à l'ethnocentrisme classique de la tradition académique. Cela, du moment où l'expression de la subjectivité, la parole donnée au moi de l'artiste, souvent sous l'impulsion de la révolte, ou les appels du cœur s'imposèrent grâce au romantisme. L'étincelle créatrice jaillissait de la rencontre du plus profond et du plus lointain. Ou du moins de ce qui était perceptible comme tel, selon les époques et les enjeux, leurs codes de représentations mentales comme plastiques, leur usage comme leur usage, et la nécessité, toujours vivifiante, de bouleverser ce qui ne serait plus un stimulant mais bien un obstacle à l'expression du désir. Ainsi, si Dürer a pu admirer quelques sculptures rapportées du Mexique nouvellement conquis, cela n'est pas visible dans son œuvre, et ce n'est qu'au vingtième siècle qu'un artiste européen, Henry Moore, avouera l'influence de l'art précolombien sur sa recherche.

Depuis l'engouement des romantiques, à l'aube du siècle dernier, pour le gothique méprisé jusqu'alors, se sont succédé les découvertes d'autres visions du monde, d'autres peuples, d'autres expressions et d'autres rapports à l'art. Seront ainsi convoqués, non dans un musée imaginaire mais, selon la belle expression de Courbet, pour « faire de l'art vivant », les charmes barbares afin de contrecarrer le désenchantement du monde qu'opère le capitalisme. Du japonisme à l'art nègre, des divers folklores populaires à la passionnante diversité des îles d'Océanie, un tour du monde fut fait qui offrit moins un catalogue de styles que de nouvelles audaces. C'était, ne l'oublions pas, le temps des colonies, et l'élimination par le sabre et le goupillon, l'argent et le travail, des civilisations dites primitives. Sans doute, l'inspiration que les artistes recherchaient moins dans les formes que dans l'esprit des objets des îles correspondait à ce paradigme moderne qui unit dans la même ferveur la nostalgie de cette « sauvagerie » et le désir de liberté. L'Eden révolu et l'utopie possible, un monde ruiné et la ruine de ce monde. Clairement conscient ou non que fût cet enjeu*, la perspective, qui ainsi s'ouvrit, dessinait un

* Il y a ou non cet enjeu : car sinon l'artiste ne fait qu'œuvrer au décor du monde tel qu'il est. Et certes, c'est le versant formaliste de la modernité, expert en mille ennuyeuses recettes pour affirmer la séparation de l'art et de la vie.

espace où tout devait, autour de l'axe de la vie sensible, trouver à se réinventer. Sans cela, l'art ne peut être révolutionnaire, s'il ne donne rien à voir.



RIEN A VOIR : c'est tout le programme de l'art contemporain. Cacher ce qui rendu visible donnerait à rêver, à penser, à agir. Fétichisée autant que morcelée, l'expérience libératrice de l'art moderne devient incompréhensible de par le travail de ces artistes officiels, à la solde des Etats et des banques. A l'instar des journalistes passés maîtres dans l'art de la fausse parole, ils sont maîtres dans l'art de la fausse image. Du monochrome à l'installation in-situ, du slogan niais badigeonné sur toile à l'emballage de quelques douzaines d'outils, leurs offensives se succèdent pour qu'à l'exploration du réel jusque dans ses dimensions imaginaires, s'impose la célébration de leurs communes aliénations.

Apparemment, cela marche. L'on ouvre régulièrement de nouveaux centres d'art contemporain, l'on boursicote et il y a toujours « une notable quantité d'importance nulle » dévolue à tout cela. Pourtant l'on sent bien que les œuvres sont de plus en plus vides, de plus en plus difficiles à défendre par des argumentations joliment absconses. S'il y a quarante ans ce que faisait Yves Klein n'avait déjà aucun intérêt, par quel miracle un monochrome barbouillé ce matin même en aurait-il ? L'art contemporain découvre qu'il est sénile, que sa décrépitude est telle qu'il ne plagie plus seulement l'art moderne, ce qui était son rôle, mais qu'emporté par sa manie mimétique, il se plagie lui-même. Aussi cherche-t-il lui aussi ses îles, son continent noir, non pour se remettre en cause, mais pour continuer à alimenter sa petite industrie du leurre. C'est ainsi que l'on redécouvre l'art brut, et que l'on s'essaie à l'enrégimenter dans l'esthétique post-moderne.

Redécouverte, bien après les expressionnistes, les surréalistes et Dubuffet qui s'enthousiasmèrent pour les créations des fous, des médiums et des spirites, d'individus marginalisés par la société industrielle et présentés comme « indemnes de culture artistique »¹. Plus longtemps que les arts primitifs, cet exotisme de l'intérieur fut dédaigné par les institutions et le marché. Serait-ce parce que la marginalité de ces créateurs, victimes en fait de l'ordre social, et dont les œuvres sont des armes ultimes pour résister et inventer par delà leur lot de misère, dérange tant



l'image convenue de l'artiste, dérange plus que l'art nègre si intégré aux parcellaires réflexions esthétiques ou ethnologiques que l'on en a oublié la provenance, due à des pillages et des spoliations innombrables ? Travail de la récupération, misère du refoulement.

L'on compte donc maintenant sur l'art brut pour insuffler à l'art contemporain ce « supplément d'âme » dont l'absence fait frémir jusque dans les rangs d'ordinaire si moutonniers de la critique. Supplément d'âme, et surtout d'âme populaire, sinon populiste. L'on renoue avec les racines. Non celles qui assureraient une conscience internationaliste, mais, de préférence, celles qui, rognées, réaniment les vieilles fadaïses du terroir, de la communauté ou de la patrie. Si l'art brut peut disposer de ce qui est non supplément d'âme, cette ration de survie pour le bétail ecclésiastique, mais bien nécessité d'esprit, « *nécessité intérieure* » qui selon Kandinsky seule donne l'élan à toute création véritable, certains artistes contemporains cherchent sans vergogne à s'en approprier le secret, toujours selon le rituel bureaucratique de la copie et non selon l'exploration des gouffres intimes. Ainsi Annette Messenger confie : « *J'ai toujours beaucoup emprunté à l'art religieux et populaire, à l'art brut, aux images de l'hystérie, mais aussi aux traditions arabes, indiennes ou tantriques. Ce sont des expressions la plupart du temps liées à la souffrance, à la pauvreté, au malheur ou à la détresse humaine. J'éprouve une grande culpabilité à l'endroit de ces individus ou de ces créateurs. Je leur pique leurs belles formes ; égoïstement je me les accapare, je les vole, je transforme ces mondes en "ma chose", en "mon monde"* »². Elle n'est pas la seule à faire de même ; mais Arnulf Rainer est plus cynique lorsqu'après avoir griffonné sur des photographies de déportés à Auschwitz et exposé cela, il barbouille des œuvres originales de créateurs aliénés comme Louis Soutter, Walla, Schröder-Sonnenstern ou encore Artaud. Aurait-il à cœur de finir ce que les bourreaux et les psychiatres avaient si bien commencé ? Il est vrai qu'il est suffisamment désinvolte pour se permettre d'inverser cette collaboration inégale et soumettre ses propres œuvres aux pensionnaires de l'asile de Gugging, en Autriche, connu pour ses expériences d'art-thérapie.



TOUT PEUT DONC PASSER à la moulinette de la culture. Ainsi Harald Szeeman, dans le catalogue de l'exposition « D'un monde à l'autre » qui s'est tenue à la Kunsthalle de Cologne en 1990, déclarait à propos de ces créateurs aliénés : « *Wölfli produit à la manière de Picasso, Aloïse est proche de Matisse, Müller passe à travers différents développements comme Duchamp, Schulthess tente de créer un ordre par une surabondance d'informations.* » L'on en conviendra, c'est se rattraper aux branches. Aussi, quel que soit l'avenir de cette refondation mystificatrice, le bénéfice sera plus net à promouvoir au rang d'artistes internationaux des jeunes gens issus des ghettos de New York ou d'ailleurs et sélectionnés pour proposer, à la semblance d'un art brut contemporain, l'art du graffiti, transposé de la rue à la toile.

Quelque transgression que véhicule le bombage ou le tag dans la réalité urbaine, quelque dénonciation ces signes illisibles fassent d'une vie insensée, les voilà promus en tant que marchandise culturelle, à la réconciliation du prolétariat le plus misérable avec la bourgeoisie avide de décorer ses appartements et ses bureaux avec ses illusoire trophées de sa victoire sociale. De l'un de ces artistes, Keith Haring, qui d'ailleurs avait appris à la renommée School of visual arts à contrefaire les signes du ghetto, un historien de l'art contemporain a pu écrire : « *Son œuvre en effet, authentiquement populaire, se révèle aussi efficace dans les musées que sur les barricades de l'action sociale* »³. Efficace, en fait, parce que favorisant l'intégration par le biais de la culture et de son cortège d'illusions, elle aura contribué à éteindre des révoltes, afin que ne s'élèvent pas de nouvelles barricades.

Cet art ne vise que ce rôle de flic. Peu importe ce qu'il montre, qui ne témoignerait que de l'aliénation des cultures urbaines, ce qui compte, c'est qu'il célèbre l'attitude d'artistes jouant le rôle de médiateurs sociaux ou de commis-voyageurs des grandes causes humanitaires, qui sont le simulacre libéral de la cause de l'émancipation humaine. L'illusion de l'art libéralement mise à portée de tous les fantasmes de réussite sociale, et la belle gueule de ces peintres posant parmi les starlettes, les rockers et les footballeurs.

GUY GIRARD ■

1 - Jean Dubuffet: « *L'art brut préféré aux arts culturels* », dans « *L'homme du commun à l'ouvrage* », Gallimard, 1973.
2 - A. M. Catalogue de l'exposition « *Comédie-tragédie 1971-*

1989 », au musée des beaux-arts de Grenoble, 1989.

3 - Daniel Wheeler: « *L'art du XX^e siècle, de 1945 à nos jours* », Flammarion, 1992.



des mouches
Marie de Médicis, reine de France.

● Guy Girard. 1998 ●



● Un grand besoin d'information. Charles Reeve. 1998 ●

Dans les réseaux d'aujourd'hui, l'information joue le rôle de substitut à la réflexion critique et permet de l'évacuer. Elle est utilisée pour refouler les contradictions et constitue le symptôme de l'incapacité des individus à développer des positions propres, à les soumettre à l'épreuve de l'expérience et de la critique. Car, c'est bien connu, l'information ne se discute pas, elle relève de l'objectif, elle est exempte de subjectivité. Mais les choix et les prises de position n'en sont pas moins là. Seulement, ils n'apparaissent pas en tant que tels. C'est pourquoi de tels réseaux sont devenus le lieu privilégié du consensus entre militants qui monologuent entre eux et qui regardent comme des perturbateurs ceux qui veulent dialoguer, car ils s'en prennent à la hiérarchie qui domine derrière le joli terme d'horizontalité. La contre-information est la dernière marchandise vendue par la militance qui fait le catalogue des luttes ou présumées telles.

ANDRÉ DRÉAN ■

MOUVEMENT DES CHÔMEURS UNE LUTTE SOUS INFLUENCE

Décembre 1995 avait vu le mouvement de grève le plus important depuis Mai 68, novembre 1996 la lutte victorieuse des routiers, l'automne 1997 le retour amer de ces mêmes routiers... Cet hiver aura vu enfin le combat exemplaire des chômeurs... Fort médiatisé et très encadré, voilà un mouvement dont la principale caractéristique aura été, comme tous ceux l'ayant précédé, de ne rien obtenir, et surtout de ne rien changer à la situation des principaux intéressés. Grands gagnants de l'hiver toutefois : les leaders des associations de chômeurs, qui bénéficient aujourd'hui d'une reconnaissance officielle.

Initié vers la mi-décembre par le comité de chômeurs CGT à Marseille, le mouvement de contestation des chômeurs a rapidement essaimé un peu partout en France. Jouant, dans un premier temps, sur l'effet de surprise causé par son irruption en plein syndrome de dinde aux marrons, l'initiative a eu le mérite de rappeler les réalités cachées derrière les chiffres de l'Insee : 3 millions de chômeurs indemnisés (dont 500 000 bénéficiaires de l'ASS, donc vivant avec 2 300 F par mois), 1 million de RMIstes, 12 millions de personnes vivant dans la plus grande précarité et pauvreté¹. Ce n'est pas la moindre des contradictions, pour le pays des droits de l'homme, que d'avoir inventé les fins de droits aux Assedic ! L'autre point positif de cette lutte aura été de dépersonnaliser le problème de la misère et de rompre momentanément l'isolement des chômeurs qui s'y sont investis, faisant même tâche d'huile à l'étranger.

Assez rapidement, d'autres comités de chômeurs se sont joints à l'initiative lancée par Marseille, pour la plupart déjà constitués en groupe avant le début du mouvement sous la bienveillante direction de la CGT, d'AC!, du MNCP et de l'APEIS, alors que d'autres, bien moins nombreux, se retrouvaient sur des bases indépendantes des syndicats et des partis. On peut dire que, d'une manière générale, si le nombre des occupations a rapidement augmenté en très peu de temps, le nombre de sites visés est finalement resté très faible (seulement 26 antennes Assedic occupées au plus fort du mouvement² sur un total de 636 en France, par exemple). Quant au nombre de participants, fort peu de gens se sont sentis suffisamment concernés par ce mouvement pour se donner la peine de s'y joindre, si l'on veut bien mettre en rapport les forces réelles des troupes et la quantité de pauvres sans cesse croissante que compte ce pays. Par ailleurs, cette campagne n'est pas issue d'une sorte de néant d'où l'aurait sor-

tie l'action spontanée et imprévisible d'une poignée de révoltés sans appartenance politique. Cette mythologie ne tient en effet pas compte du lent travail d'organisation des chômeurs qui a été effectué par les syndicats (CGT principalement) et associations néosyndicales (AC!, MNCP) depuis plusieurs années. Pour comprendre la croissance de ces organisations, il faut remonter aux prémisses de leur constitution.

A gauche, on rase gratis

Après l'accession de la gauche au pouvoir en mai 1981, socialistes et communistes se sont concentrés sur l'exercice de leur nouveau gouvernement, gérant les restructurations (parfois très violentes : sidérurgie, arsenaux, mines, etc.) et provoquant les désillusions les plus diverses (trahisons nucléaires, lois sociales réactionnaires, etc.). Le chômage, bien que croissant de manière exceptionnelle, n'était alors pas dans les priorités de la gauche. C'est encore l'époque où, excepté pour quelques professionnels des Assedic, le chômage est une maladie honteuse... Par ailleurs, toutes les organisations et partis politiques de la gauche comme de l'extrême-gauche ont, en raison de l'idéologie sur laquelle ils reposent, toujours mis en avant le prolétariat, l'image de l'ouvrier industriel comme un des fondements essentiels de la société productiviste dont ils rêvent. Ce sont probablement là les deux raisons qui, liées à l'explosion du chômage de masse, expliquent l'insuccès des premiers comités de chômeurs lancés dans les années 80 et la prise de conscience tardive des partis et organisations de gauche. Il a fallu attendre le début des années 90 pour que ces derniers prennent en compte l'aggravation du chômage, sa probable persistance, ainsi que l'existence de millions de déclassés et d'exclus. Aujourd'hui, secoués par la désyndicalisation massive, la perte de crédibilité des syndicats et le glissement

des « camarades » de gauche vers le Front national, les grands partis et centrales syndicales (la CGT en tête) entament un travail de reconquête de leur base et de leur électorat populaire (ce qui se traduit entre autres par les luttes intestines au PC entre vieux crabes et rénovateurs, l'époussetage de leur passé par la mise en avant de leur image de résistants, l'autocritique de R. Hue sur les crimes du stalinisme ainsi que le soutien apporté aux sans-papiers, aux sans-logis, aux sans-emplois, etc.). Le tour très particulier qu'a pris la revendication de la prime de fin d'année à Marseille en décembre 1997 est probablement l'étincelle qui a mis le feu aux poudres, dans une situation sociale déjà très tendue et exacerbée par l'approche des fêtes de Noël et son étalage de marchandises. Quoi qu'il en soit, la participation des militants politiques et syndicaux à ce mouvement a été majeure, pour ne pas dire majoritaire (le nombre de militants engagés à la fois dans la lutte pour les sans-papiers, les sans-logis, l'action syndicale liée au travail et les occupations dépasse souvent la participation des chômeurs sans étiquette ni appartenance politique) et leur mobilisation a prouvé deux choses : la capacité très relative des appareils politiques à mobiliser en dehors de leurs propres affiliés et leur volonté manifeste de créer une structure d'encadrement à long terme des chômeurs.³

Tous ensemble !

La célérité des organisations à adopter les mesures humiliantes de l'Etat, après avoir amorcé la plupart des occupations et avoir clamé qu'ils iraient jusqu'au bout, démontre leur empressement à entermer la lutte et à étouffer dans l'œuf toute velléité de révolte plus spontanée et incontrôlée d'un plus grand nombre de gens. La CGT, l'APEIS, AC!⁴ et le MNCP posent des jalons pour l'avenir parce que leur avenir en dépend : à défaut de travailleurs, les chômeurs peuvent faire une masse de manœuvre tout à fait acceptable... à condition de les tenir en laisse ! A ce niveau, les intérêts de l'Etat rejoignent pleinement ceux des syndicats, à savoir éviter l'explosion et renforcer leur pouvoir.

La fraction la plus organisée du mouvement ne s'est d'ailleurs pas gênée pour récupérer ce qui était possible de l'être, en adoptant des slogans favorables au texte de loi sur les 35 heures proposé par la gauche, et ce deux mois seulement avant sa mise en discussion au Parlement. Si le gouvernement n'a certes pas décidé ce mouvement, il a su profiter des convergences politiques dont il disposait au sein des comités pour faire appuyer des propositions de mesures sociales qui étaient loin de faire l'unanimité. Et pour cause, tout le monde s'accorde pour dire en

apparté que cette loi ne créera pas d'emplois mais qu'elle risque fort d'en supprimer beaucoup, qu'une augmentation des bénéficiaires pour les entreprises va aujourd'hui de pair avec de larges mesures de licenciements compensées par une forte mécanisation de la production, et, dans tous les cas de figure, un accroissement important de la charge de travail pour ceux qui auront encore un emploi, sans pour autant leur attribuer de contrepartie financière. C'est pourtant sous ce type de mot d'ordre que beaucoup ont accepté de marcher !

Pas de pétard à AC!

En structurant un plan de communication avec les médias et en préparant leur stratégie de négociation avec le gouvernement, les leaders de ce mouvement ont présenté l'image la plus classique qui soit d'un mouvement revendicatif très encadré par les bonzes syndicaux. Si l'on excepte les quelques actions menées par des poignées d'individus autonomes vis à vis des organisations syndicales et associatives, il s'est agi, pour l'essentiel de ce mouvement, d'actes d'occupations symboliques (où les véritables intéressés étaient priés d'occuper pendant que la direction négociait), sans tentatives de « débordement » des organisations (ce qui est rare dans les mouvements réellement spontanés !), d'occupations souvent préparées à l'avance par de petits cercles politiques⁵, et de monopolisation de la parole par une poignée de politiciens aguerris s'exprimant au nom des chômeurs⁶. La lutte est ainsi à tel point restée sur le terrain politique qu'un certain nombre d'individus révoltés et non politisés qui ont tenté de s'y joindre s'en sont parfois fait exclure (refus de débattre des objectifs et des moyens de la lutte, interdiction de l'alcool et des joints, mise à l'écart et exclusion de SDF, de déclassés « irrécupérables », etc.). Les contestataires de l'ordre moral ne sont ainsi pas les derniers à faire régner l'idéologie autoritaire du politiquement correct. Certains se plaignent de l'image de « bon chômeur » valorisée par les médias, mais la base même de ce tri moral entre bons et méchants, vrais et faux chômeurs a elle-même présidé au déroulement de la lutte. Pas étonnant que les jeunes sans qualification et sans avenir soient restés indifférents à ces initiatives sous haute surveillance et à ces discours militants classiques, sans lien réel avec leur vie et leurs problèmes quotidiens. Au mieux, ils ont utilisé les comités d'occupation comme un simple relai administratif, ce en quoi la suite des événements ne leur a pas donné tort...

Que des occupations très encadrées et même franchement policées puissent apparaître comme un mouvement d'action sans précédent ne peut s'expli-

quer que par l'oubli de l'intensité des luttes qui ont été menées dans les dernières décennies et du caractère franchement violent qu'elles ont parfois affiché, que ce soit à l'instigation des syndicats ou contre leur volonté. On voudrait aujourd'hui nous faire croire que les rapports de force s'établissent par de simples pressions respectueuses sur l'Etat. A force d'entendre des discours post-modernistes expliquant que tout conflit découle d'un «déficit de communication», la société a fini par le croire ! Mais jusqu'à quand ?

Des bons, des brutes et des truands

Si ce mouvement a pu paraître aussi spontané et surtout aussi « offensif », c'est qu'il a su reprendre à son compte des méthodes d'action qui ont assez bien réussi auparavant à des groupes comme Droit au logement, par exemple, et qui reposent sur l'idée de réquisition populaire. Ces méthodes s'appuient sur le principe républicain du droit, selon lequel l'Etat doit pourvoir à la sécurité et aux moyens de subsistance de tous (enfin, de tous les citoyens !), et visent une plus grande intervention l'Etat dans le sens d'une régulation de l'économie et d'une répartition des «richesses» plus égalitaire. Cette vision fort peu réaliste du rôle véritable de l'Etat exclut de fait toute action plus spontanée des chômeurs(euses) en vue de satisfaire par eux-mêmes leurs besoins immédiats. Par ailleurs, l'occupation des organismes sociaux a pris la place qui était autrefois celle des occupations d'usines ou d'entreprises, à savoir la mise en

valeur d'un lieu marqué socialement par ceux qui y sont enchaînés. Ainsi, à l'image des ouvriers(ères) qui investissaient les lieux de leur propre exploitation, comme s'ils étaient vraiment les leur, les chômeurs d'aujourd'hui reprennent à leur compte l'idée du statut de pauvres rémunérés au nom de la mission que l'Etat a de les entretenir. Certains collectifs ont même fait travailler les employés des Assedic et des ANPE occupées les jours de fermeture habituelle au

nom du service public, comme cela a été le cas à Metz le 6 janvier ! Assez peu nombreux sont ceux ayant tenté de sortir de cette logique corporatiste centrée sur le travail et la revendication citoyenne auprès de l'Etat, en organisant des actions plus axées vers les réalités et les besoins quotidiens (quelques incursions dans des magasins non planifiées par les organisations, des actions contre des cabinets d'huissiers, des autoréductions dans les transports et dans quelques restaurants chics). Mais d'une manière générale, même les comités les plus critiques de la fonction de l'Etat et du salariat n'ont pas vu de mystère à revendiquer une meilleure gestion des richesses (quelles richesses ? produites par qui ? pour quoi faire ? l'histoire ne le dit pas) et un meilleur fonctionnement démocratique, au risque de servir de « caution radicale » à un mouvement qui en était singulièrement dépourvu.

Partant du constat de la persistance du chômage, un certain nombre de voix ont profité de ce mouvement pour populariser l'idée d'un revenu garanti pour tous qui constituerait, outre ses avantages financiers, une avancée vers la fin du chantage à l'emploi⁷. Voilà une forme d'optimisme qui pourrait passer pour de la naïveté ! L'attribution d'un salaire garanti à une grande masse de la population inactive (au moins temporairement) est la contrepartie du silence de tous, l'assurance de la paix sociale. Tel était d'ailleurs le but visé par les mesures sociales de l'après-guerre : ancrer la croyance en l'Etat-providence et en son rôle de régulateur, jusqu'à prévenir toute révolte

d'envergure. On peut d'ailleurs se demander si là n'est pas la raison de l'absence de participation d'une large proportion de pauvres : ce que l'on qualifie de « grève par délégation » ne serait rien d'autre que la continuation de l'assistanat social généralisé, et, en matière de représentation politique, de la délégation de tout pouvoir individuel à des spécialistes (en la matière les syndicats et autres associations sous contrôle politique).



● Donnez aux huissiers ce qu'ils sont venus chercher ! ●
Tract distribué à Londres pendant la campagne contre la Poll Tax.

Chômeurs : Game over !

Il y a quelque chose d'insultant à prétendre qu'un relèvement de 1, 2 ou même 10 % des indemnités les plus faibles peut combattre la misère et extraire les chômeurs les plus précaires de leur situation d'impasse et de désarroi. À supposer que les chômeurs aient acquis, grâce à ce mouvement, une nouvelle dignité, on peut se demander à quoi elle pourra bien leur servir s'ils ne possèdent qu'à peine de quoi survivre matériellement ? Peut-être à constituer de nouvelles organisations citoyennes dont le but sera de mieux gérer la misère... Par ailleurs, demander à l'Etat de fournir du travail n'est pas une revendication sans risque : ce type d'interventionnisme de l'Etat va généralement de pair avec un système social autoritaire dont les conséquences sont malheureusement trop bien connues. Ainsi, l'Etat peut très bien instaurer un système d'occupation sociale qui, sans en porter le nom, ne sera rien d'autre que du travail forcé⁸. En définitive, aucune solution durable n'a bien évidemment été trouvée, parce que tout le monde est d'accord pour ne pas faire de vagues ; un petit coup de gueule des syndicats de temps en temps pour calmer les esprits échauffés, épuiser les énergies dans des manifestations traîne-savate (où le Syndicat général de la police parade en tête de cortège comme à la manifestation du 13 janvier à Paris !) et désamorcer tout mouvement d'envergure, le temps de laisser la voie libre au gouvernement pluriel pour qu'il procède à sa tâche criminelle d'écrasement social, pendant qu'AC! étudie scientifiquement la misère avec l'aide de sociologues et d'universitaires⁹. Les seuls véritables bénéficiaires de cette lutte ont finalement été les organisations de chômeurs, qui ont acquis de cette manière une reconnaissance officielle et sont autorisés depuis peu à siéger dans les organismes sociaux¹⁰...

Entre-temps, la pauvreté s'accroît, tant dans les villes que dans les campagnes, et, avec elle, les dangereuses frustrations faisant parfois germer les tendances les plus autoritaires. Reste évidemment à savoir si les millions de pauvres qui ne se sont pas joints à ce mouvement se décideront un jour à se manifester : une grande inconnue est, par exemple, l'indifférence des jeunes des banlieues ou d'ailleurs, dont la révolte pointe chaque semaine à la une des médias mais n'a jusqu'à présent jamais rejoint ce type de lutte. Quoi qu'il en soit, il faudrait pour que les choses changent vraiment que cesse la soumission permanente aux chefs et aux spécialistes, aux militants et aux politiciens, qu'un réel désir d'émancipation se dégage de la révolte et de la lutte des individus, au profit non de la réforme de l'Etat mais de son abolition pure et simple, non pour aménager l'économie mais pour la supprimer, balayant du même coup travail salarié et marchandises, consommation insensée et pauvreté endémique. Les solutions au désespoir et à la misère ne relèvent ni de l'augmentation des quelques miettes accordées aux pauvres, ni des réformes à la petite semaine qui font le bonheur des représentants et délégués de tout acabit. La subversion de ce monde naît d'un rêve commun à un grand nombre d'êtres humains d'abolir l'exploitation, tant la leur que celle des autres, afin d'instaurer un certain nombre d'utopies. La « problématique du travail » n'est aujourd'hui centrale que dans le contexte du travail salarié : tenter de la résoudre, c'est, à l'instar, des économistes, des sociologues et des politiciens, œuvrer à aménager les structures existantes du capitalisme et l'aider à effectuer des mutations dont nous serons, demain encore, les esclaves tout désignés. Face aux urgences qui nous sont présentées, puissent les rêves avoir la vie dure...

OLGA MORENA ■

1 - Chiffres du Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts. 1997.

2 - Chiffres au 6 janvier 1998.

3 - Le comité de chômeurs CGT de Marseille s'est illustré en décembre 1995 en mettant l'indemnité de fin d'année sous condition : les chômeurs devaient se présenter à la manifestation organisée par la CGT pour obtenir leur dossier de d'inscription ! Lors du mouvement de cet hiver, les dossiers déposés par la CGT ont été directement pris en compte. Depuis lors, le comité de chômeurs CGT participe à la commission officielle de suivi des dossiers...

4 - L'APEIS est la chose du PCF : R. Dethyre, son fondateur, est membre depuis décembre 1996 du comité national du PCF. AC!, fondé par des cadres de la LCR (voir à ce sujet le Monde du 30/01/1998), est composé de militants de la CFDT en lutte, du syndicat SUD, de la FSU, du groupe des Dix, de la CGT, du MNCP, de l'APEIS, de la CNT, etc.

5 - « (...) Il est donc décisif que les occupations tiennent et s'étendent dans les jours qui viennent. Les associations et la CGT en sont persuadées, il est donc certain que l'extension aura lieu dès lundi. Les évacuations policières sont possibles, voire probables. La discussion a eu lieu lors du collectif national AC! qui s'est tenu samedi 2 janvier à Paris et a abouti aux conclusions suivantes : en cas d'expulsion policière, l'occupation continue ailleurs, dans le lieu le plus approprié ! Le scénario envisagé est celui des sans-papiers : où que nous soyons, quelles que soient les expulsions, l'occupation continue. Cela veut dire évidemment toute une logistique où les soutiens syndicaux et associatifs sont déterminants. Cela veut dire aussi, au cas où les expulsions se multiplient, des "parapluies" à ouvrir avec présence de personnalités, de responsables syndicaux, d'élus, devant les lieux occupés pour protester contre les interventions policières. L'élargissement est, parallèlement aux occupations, indispensable. Il nous faudra

pour cela des dates, des temps forts, des manifestations ou rassemblements (...) », compte rendu d'assemblée à la Maison des ensembles (Paris) tiré du site Internet AntenneAssedic. 4 janvier 1998.

6 - « A déplorer (...) le problème des porte-parole : ils doivent être des chômeurs, des SDF éventuellement, et se renouveler ; contestations nombreuses du monopole d'Aguiton et de C. Villiers (...); voir les modalités de mise en œuvre dans la commission Médias. Les dirigeants et porte-parole ne tiennent pas compte de ce qui est dit dans nos A.G. L'absence de transparence : nombreuses dénonciations de l'instrumentalisation de la base par les instances dirigeantes et les organisations. (...) Question : pourquoi n'avons-nous jamais lu les comptes rendus des associations sur les différentes rencontres des délégations avec le gouvernement ou avec le PS ? », compte rendu de l'assemblée générale du 4 février 1998 à la Maison des ensembles, Paris.

7 - « (...) la société est en mesure de produire en abondance mais elle montre actuellement son incapacité à gérer cette abondance de façon à ce qu'elle profite à tous, comme cela devrait être le cas dans une démocratie qui se prétend garante des droits de l'homme. », texte de la CNT/AIT de Bordeaux. Janvier 1998.

« (...) exigeons la garantie d'un revenu social équivalant au moins au Smic. Alors, les patrons et l'Etat ne pourront plus nous faire du chantage à l'emploi, le chômage ne sera plus une arme pour dissuader les gens de se révolter. », texte de la CNT/AIT de Caen. Janvier 1998.

8 - L'Etat a su par le passé mettre les masses désœuvrées au travail en prétextant la lutte contre la misère, alors qu'il s'agissait en fait de prévenir des mouvements sociaux. « Ces ateliers [les Ateliers nationaux de 1848 créés par Louis Blanc, un socialiste] (...) sauvèrent les masses de la faim et du désespoir, la société des troubles et la propriété du ravage. », A. de Lamartine, Histoire de la révolution de 1848.

9 - Thème du colloque où sont intervenus AC! et l'APEIS le 26 janvier 1998 dans le cadre d'un séminaire de chercheurs du département de Sciences politiques de Paris VIII : « Subjectivité, communication et nomadisme ». Christophe Aguiton, l'inamovible « porte-parole » d'AC!, a également publié un article dans le Monde diplomatique de février 1998 en collaboration avec Catherine Lévy, ingénieur au CNRS...

10 - Les députés ont adopté le 28 avril mai 1998 un amendement prévoyant l'accès des organisations de chômeurs aux organismes de réinsertion (ANPE, AFPA), ainsi qu'à l'Unedic et aux Assedic.

prise de tête



● Karl. 1998 ●

LA SALE GUEULE DU TRAVAIL

Quand le travailleur s'endort,
Il est bercé par l'insomnie
Et quand son réveil le réveille
Il trouve chaque jour devant son lit
La sale gueule du travail
Qui ricane qui se fout de lui

Le paysage changeur, Paroles **JACQUES PRÉVERT** ■

La dignité humaine n'est pas dans le travail salarié, parce que la dignité ne peut s'accommoder ni de l'exploitation ni de l'exécution de tâches ineptes, et pas davantage de la soumission à une hiérarchie.

La dignité des humains est dans leur capacité et leur obstination à rêver leur vie, à se raconter leurs rêves, à vouloir construire ensemble un monde sans argent où seul compte l'humain.

Il est absurde, et faux historiquement, de dire comme certains intellectuels que « *le travail est le premier des droits de l'homme* ». Le travail ne figure nulle part dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, et les émeutiers révolutionnaires n'en réclamaient pas. Ils posaient la question des « subsistances » et exigeaient « Le Pain et la Liberté ». Aujourd'hui comme hier, tout être humain, dès lors qu'il n'exploite pas ses semblables, a droit à la subsistance (logement, nourriture, transport, culture, etc.). C'est ça le minimum social !

Il ne s'agit pas de « partager le travail », comme on se met à plusieurs pour porter un fardeau, ni même de travailler « tous, moins, autrement ». En vertu de quelle morale masochiste faudrait-il réclamer et partager la misère et l'ennui salarié, au service des patrons ou de l'Etat ?

La satisfaction du travail bien fait, la fierté de l'artisan, conscient de l'utilité sociale de son travail, ne sont plus de mise sous le capitalisme industriel où la majorité des gens sont employés à des tâches stupides et ne produisent que des nuisances.

Si le capitalisme se contente désormais pour prospérer d'un nombre plus réduit de travailleurs (dans les pays occidentaux), de notre côté nous n'avons que faire de la plus grande partie de ce qu'il nous impose et nous vend. Aussi est-il absurde de réclamer « la création d'emplois » ; les richesses existent pour assurer la subsistance à toutes et à tous. Nous n'avons qu'à les partager. Quant au reste, une révolution sociale ferme-

rait davantage d'usines et supprimerait plus d'emplois nuisibles en douze heures que le capitalisme en douze ans. Pas question de continuer à fabriquer des colorants alimentaires, des porte-avions ou des contrats d'assurance...

Pas de « plein emploi », une vie bien remplie !

Martine Aubry, qui a privé les moins de 25 ans de l'allocation d'insertion (1 500 francs), refuse de leur donner un revenu sous prétexte que ce serait un « *aveu d'échec pour la société* » (« Le Monde », le 23 janvier 1998). Georges Jollès, vice-président du CNPF renchérit : « *Si l'écart entre SMIC et minima est trop faible, l'incitation à la recherche d'emploi s'affaiblit.* » (« Le Monde », le 20 janvier 1998)

Patrons et socialistes, pour ces gens, l'échec ça n'est pas que des gens soient privés de tout, ce qui compte, c'est de les plier à l'idée et à la morale du travail, même s'il n'y en a plus...

La « société du travail » de Jospin a deux slogans : Travailleurs, craignez le chômage et fermez vos gueules ! Chômeurs, humiliez-vous pour mendier un emploi que vous ne n'aurez pas !

Cette « horreur économique » n'est pas une fatalité imposée à l'humanité pécheresse par un « dieu », et pas non plus une loi incontournable des sociétés so-disant développées. L'économie est la vision du monde de la bourgeoisie, le mode d'organisation particulier au système capitaliste que nous voulons justement détruire.

Impossible de faire l'économie d'une révolution pour détruire un monde où l'horreur est monnaie courante.

DES CHÔMEURS/MEUSES ACTIFS/VES ■

Pour en parler : assemblée quotidienne à 18 heures à la faculté de Jussieu, M° Jussieu. Pour connaître le numéro de l'amphithéâtre, consultez les panneaux d'affichage à l'entrée.

Imprimerie spéciale C. G.



EXIL/ANAGRAMME

« *Ich lebe in ein luftiges Grab* », Pauline Wiesel¹

EXIL Berlin. A. sur le canapé aux rayures vertes et noires. L'orange de ses vêtements éclate dans la lumière du nord. « *L'automne approche* », dit-elle. Dans un allemand teinté de suisse, A. parle de la ville métallique, des heurts. Ici, elle a appris à s'endurcir. A résister. Je suis vêtue de noir, comme la plupart des gens. Mon allemand est impeccable. Je dissimule mon origine étrangère. En même temps, je voudrais que l'on en tienne compte.

Nous sommes toutes les deux nées en Suisse. Fin octobre, sous le signe du Scorpion. Dans le brouillard de la Toussaint.

« *Au Mexique, le jour des morts, on pose des fleurs de souci sur les autels. Une joyeuse commémoration.* » Jarman

Quand A. travaille dans son atelier à Falkensee, un petit pavillon à l'ouest de la ville, elle installe une mer de bouts de tissus de toutes les couleurs au-dessus du chemin qui mène à la porte de sa maison. Ceux qui viennent la voir sont obligés de passer sous ce ciel flottant. Ils en deviennent plus aimables.

Berlin-Est. Au cimetière français. Puis au Dorotheenstädter. Je n'y trouve pas la tombe de Rahel Varnhagen, l'amie de Pauline Wiesel – mes amies parmi les romantiques allemands.

Dans l'avenue Chausseestraße, des artisans rénovent avec fièvre un petit magasin ce dimanche après-midi. Le mot Sushibar est écrit en grandes lettres au-dessus de la porte. Je pense aux poissons. A la manière dont ils passent des mers japonaises à l'Oranienburger ou à la Chausseestraße.

Qui mange du poisson cru ici ? Au cours de mes trois ans d'absence, même les mots sushi et rucola se sont intégrés au paysage.

Les cimetières : « ma patrie ? » J'ai grandi sur une place couverte de pierres tombales. Nous jouions à cache-cache parmi elles. Dans l'atelier de mon père, on travaillait pour les morts.

Inattendue, la tombe de Bertolt Brecht et d'Helene Weigel. Une tombe de géants. Derrière, sous les arbres Anna Seghers, Erich Arendt. De retour des Etats-Unis, du Mexique. Rentrés enfin ?

« *Les morts restent jeunes.* » Seghers

Les coups réguliers marteau-burin-pierre rythmaient mes journées d'enfant-à-la-maison.

« Là, en face, entre Sandberg et Kayser, il est enterré, me disent les vieilles femmes sur le banc, il n'a pas encore de monument, Müller. » Des havanes, une tasse enfoncée entre les bégonias, des lettres. De jeunes couples pâles vêtus de noir. Adossée à un bouleau, il l'embrasse, la prend en photo devant la tombe. Des visiteurs dont l'expression est grave. D'autres arrivent en cherchant. A qui demander ? Les gens ne se parlent pas les uns aux autres. La maison du concierge, à l'entrée du cimetière, est habitée par des immigrés turcs qui visiblement ne vont pas au théâtre.

EXIL A Berlin, les gardiens des morts sont des étrangers. Je les vois habiter ces lieux avec sérénité.

ILEX Houx antipyrétique et laxatif. Ses baies rouges sont toxiques. On n'en trouve que sur les plantes femelles. Il survit à l'érosion. Les oiseaux s'y installent. On les chasse à l'aide d'une glu extraite de cette plante.

LEX Pasqua, France. Je lis la une d'un journal posé sur les genoux de mon voisin de métro. Le grand quotidien berlinois « *Der Tagesspiegel* » titre à propos de l'expulsion violente des sans-papiers de l'église Saint-Bernard à Paris : « *L'expulsion du paradis.* »

EXIT Transit Schiphol, Amsterdam. Cherchant ma sortie dans le flot de gens, je zappe les voyageurs internationaux, le personnel en uniforme sur les escaliers et tapis roulants. J'essaie de me souvenir des noms des colonies néerlandaises. Qui voyage, comment, et avec quels papiers, ça m'échappe. Sur les écrans vidéo, une enfant meurt dans un clip. La police est discrète. Dans l'air climatisé, la violence semble douce. Invisibles, les hôtels où les expulsés attendent le charter pour être renvoyés dans leur pays d'origine.

DROIT DU SOL ? DROIT DU SANG ?

Cérémonie en mémoire de May Ayim dans une église de Berlin. Ça sent le café, le sésame grillé. Beaucoup de femmes et d'hommes noirs, des tissus et des emblèmes africains. Faire le deuil d'une femme de mère allemande et de père africain. Noire et blanche. L'écrivain, l'orthophoniste, la jeune militante de la population afro-allemande (« *She was highly networked* ») s'est jetée du toit d'un immeuble berlinois.

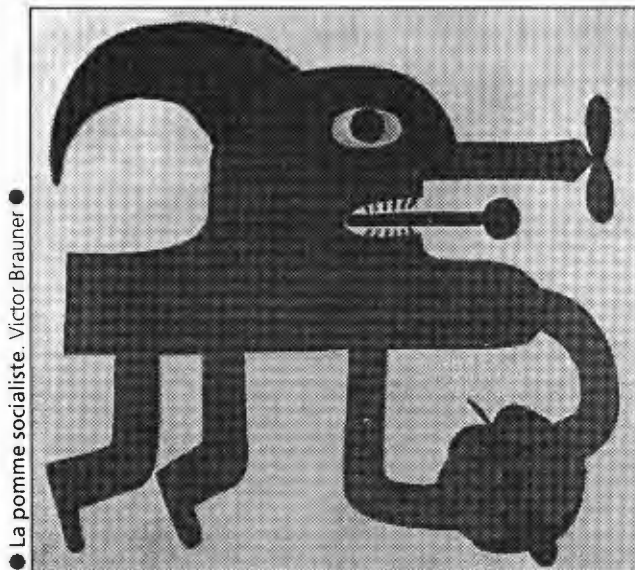
« *La question est aussi une forme d'exil.* » Jabès

Je n'ai pas connu May Ayim. J'ai lu un article sur elle dans le journal. Pendant les témoignages, à l'église, je suis intriguée de voir qu'on ramène cette femme afro-allemande à la seule lignée du père.

SAUTS MORTELS À L'ÉTRANGER INTÉRIEUR
UNICA ZÜRN / EINZIGER ZORN²

« Une tombe pour mon papy. » Près de Tambov, de jeunes Alsaciens défrichent la forêt pour créer un lieu de mémoire. Dans le camp de prisonniers de guerre Tambov, à 500 kilomètres de Moscou, de nombreux « Malgré-nous » sont morts. Aujourd'hui les petits-fils aménagent le carré de mémoire français, à côté des carrés des autres nations. Chacun pour soi.

« Viens, mon fils, viens mon sang, viens réparer ma honte. » Corneille



● La pomme socialiste. Victor Brauner ●

« Trouver l'image opposée. Ne pas écrire l'horreur. Respirer. Ecrire. Respirer. » Irena Vrkljan

Octobre 1996. Manger les figues qui sèchent sur l'arbre. Continuer le chemin. Les mains et les bouches collent. Sous l'éclipse de soleil. Nous ne la voyons pas. Les nuages, les figuiers la cachent.

Septembre 1973. Je m'enfuis de chez moi, à la recherche des révoltés.

Nous avons quitté nos pays avec la certitude de pouvoir y retourner un jour s'il le fallait. Les transgressions étaient faciles, nous avions le vent dans le dos.

LEXIE A l'école, ma langue maternelle, le suisse alémanique, n'a plus droit de cité. Apprendre le « vrai », le « bon » allemand dès la première classe.

« Paul auf. Rösli auf. Rote Kirschen ess ich gern. Rote Kirschen mit Brot. »³

Je suis une autre. Quand je change de langue, je m'entends parler, me vois écrire. La main allemande, la main française, anglaise, italienne. Avec les animaux et les enfants, je parle toujours le suisse alémanique à l'étranger.

LEX Je vis en France, expulsée. Avec une carte de séjour allemande, un passeport suisse. J'y vis (bien) grâce à H., grâce à mes yeux-bleus-cheveux-blonds.

La mère de H., aveugle. Mon père aveugle. L'encre marron, son stylo, les lettres qu'il n'écrira plus. Les petits mots de la mère de H., enfouis dans les paquets de pain d'épice venant d'Allemagne.

« Qu'elle est jeune, l'écriture de ta mère », dit H.

F. was a professor at Kabul University. She was proud of her library. She brought encyclopaedias from New York for her children. She believes in hard work. Her children will get a scholarship like she did. Her daughter was studying to be an engineer four years ago, when the mujahadeen came to Kabul and destroyed their lives, looted their house, burned her children's encyclopaedias. F. and her family came to Islamabad with nothing. They expected to return to Kabul very shortly. They have been here four years. F. refused a job with the American university of B., the war criminals from the US of A who created a literacy curriculum based on : how many Russians have you killed ? »⁴

Lettre, octobre 1996

LEXIE Habiter les bords. Ecrire les bords. Ecrire en allemand, parmi des gens qui ne comprennent pas cette langue. Ceux qui se croient au milieu ne veulent pas que l'on évoque les bords. Chute, chutes.

« Ils ont pris le nord, ils ont pris l'ouest, ils ont pris le sud et l'est. » Tsvetaeva

A Berlin, je traîne dans les cafés. J'y lis les journaux. Souvent, je regarde l'entrée des cuisines. Dans toutes les cuisines du monde travaillent les exilés. Nos employées de maison, du sexe. Balayeurs, égoutiers. Nos fossoyeurs. Au rez-de-chaussée de la bibliothèque nationale à Berlin, on trouve les journaux et revues internationales. C'est ici que les étrangers lisent. Des immigrants ? Etre assis, lire. Sans payer.

La mise en question postmoderne des catégories : peut-on encore dire qu'un(e) exilé(e) arrive aujourd'hui de sa « patrie » dans un pays « étranger », tel que le traite la littérature de l'exil ?

E. a survécu pendant quatorze ans dans une métropole européenne, dans l'illégalité. Ce qu'elle craint le plus, après un retour à la légalité, c'est d'être contrainte à la normalité, à la sédentarité. Ne plus pouvoir dormir dans le lit des autres. Terminé, le nomadisme. Finies les questions (à table) qui visent droit dans le cœur de la société, de nous-mêmes, et que l'on ne peut poser que d'un dehors.

« La robe de lin de l'exode. » Jabès

EXIL La femme dans l'ordre (symbolique) du père. Enfermée dans le désir de l'homme. Sa langue, ses lois. Le ventre de M. ne désenfle pas depuis qu'elle a quitté l'Algérie.

L. a pris 12 kilos.

« Le ventre toujours un peu malade des femmes. » De Beauvoir

EXIT L'exclusion-expulsion à l'intérieur de la société, une lente guerre d'extermination. L'exil du citoyen res-

semble de plus en plus à celui de l'étranger/immigré.

SDF proche de moi : la sociologue G. à C. habite sous une tente dans un hangar. Depuis six mois. Avec sa fille et son chien. L'hiver approche. Elle a 50 ans. Pour avoir une adresse officielle, elle est obligée de travailler sans salaire.

En voyage, toutes les chaussures me font mal. Dans chaque ville je cherche la chaussure idéale pour marcher. Je parle avec les vendeuses. A Berlin, il y en a une qui me dit : « Ils sont partout, ceux de l'Est. Comme des rats. Ils veulent tout et tout de suite. Ce que nous avons construit en trente ans. Ils sont si primitifs. J'aimerais que l'on remette le mur. Qu'ils y retournent. »

Des femmes exilées travaillent comme vendeuses de chaussures.

R. est à genoux, rue du Four.

SAINT-CELS, NOVEMBRE 1996

ROSA RIGENDINGER ■

TRADUCTION DE L'ALLEMAND :
ROSA RIGENDINGER ET ELIZABETH VIDAL ■

1 - « Je vis dans une tombe d'air. »

2 - Unique colère

3 - Paul, debout ! Röslì, debout ! J'aime les cerises rouges.

Des cerises rouges avec du pain.

4 - F. était professeur à l'université de Kaboul. Elle était fière de sa bibliothèque. Elle ramenait de New York des encyclopédies pour ses enfants. Elle croyait au labeur acharné. Elle espérait que ses enfants obtiendraient une bourse comme elle en avait eue une. Sa fille faisait des études d'ingénieur,

lorsque les mujahadeen sont rentrés dans Kaboul, il y a quatre ans. Ils ont détruit leurs vies, pillé leur maison, brûlé les encyclopédies des enfants. F. et sa famille n'avaient plus rien quand elles sont arrivées à Islamabad. Elles espéraient retourner rapidement à Kaboul. Elles vivent à Islamabad depuis quatre ans maintenant. F. a refusé un job à l'université de B., chez les criminels de guerre américains, qui avaient organisé une unité de valeur basée sur le thème : « Combien de russes avez-vous tués ? »



Probablement d'origine
génétique-trouve-tout



Parmi le courrier parvenu après la parution du second numéro d'Oiseau-tempête, nous avons reçu une lettre de Maurice critiquant l'article d'André Dréan « Les mythes de la science expérimentale ». La pertinence de ces remarques a paru telle à certains d'entre nous qu'il nous a semblé qu'elles devaient être publiées et, à leur suite, une réponse d'André. Qu'il soit d'ailleurs bien entendu que celle-ci, ainsi que de coutume les textes publiés ici, sont rédigés selon l'optique de leur auteur et non selon une quelconque plate-forme idéologique définissant la marche de notre revue. Car il s'agit pour nous non pas de s'accorder sur chacun de nos textes, si bien qu'ils pourraient être lus comme des déclarations communes, mais, dans une dynamique plus vivante, d'estimer les uns et les autres que chaque contribution ouvre ou réactualise les débats qui nous importent. Jamais nous ne comprendrons toutes les nuances de déclinaison et d'inclinaison du chapeau. ■



Chers amis,
Lorsque j'ai vu, au sommaire du numéro d'automne d'Oiseau-Tempête, un article critique sur la science, je suis tout de suite passé à la page 17 pour le lire. Ai-je été déçu ou accablé de voir qu'un sujet que je considère comme particulièrement important aujourd'hui a été traité par-dessus la jambe et qu'un tissu de considérations morales tenait lieu d'analyse ? Ah ! Pour ce qui concerne Bacon, l'auteur en connaît un bout mais c'est peut-être un peu juste pour parler de la science expérimentale et l'enfillement des images d'Epinal (Newton et ses pommes, l'intrépidité des fondateurs de la science, Galilée et ses déboires avec l'Église, etc.) ne fait que renforcer cette impression de survol un peu hautain de quelque chose qui a été jugé néfaste a priori. Mais la palme revient sans aucun doute à la critique du mépris qu'auraient les scientifiques du commun : « *L'humanité n'a pas attendu les scientifiques pour faire des expériences.* » La génétique ? Mais, mon bon monsieur, les hommes en font depuis la préhistoire, depuis qu'ils croisent les espèces animales et végétales...

Le problème n'est pas de savoir si les scientifiques méprisent l'expérience populaire (ce qui est complètement faux) mais si leurs expériences leur permettent d'une part de comprendre la réalité et d'autre part de faire des calculs et des prévisions. On peut éventuellement discuter de la première assertion. Mais, pour ce qui est de la seconde, aucune discussion n'est possible et, justement, la croissance capitaliste des cent dernières années est là pour répondre aux objections. La boussole était, certes, connue des Chinois depuis longtemps et l'électricité des Grecs mais il a fallu un grand nombre d'expériences (et une certaine façon de considérer les choses) pour élaborer la théorie du magnétisme avec toutes les conséquences que cela peut avoir sur la société contemporaine, bonnes ou mauvaises. Mais le problème n'est

pas de savoir s'il est possible de revenir en arrière, tout comme il n'y a aucun intérêt à se demander s'il ne faudrait pas revenir au bâton à four pour se nourrir et vivre sainement.

Pour ce qui me concerne, je pense que c'est en utilisant la catégorie de réification (telle qu'elle a été élaborée par Marx et Lukacs), comme perte du sens de la réalité, qu'on peut essayer d'aborder ce problème de la science, de sa capacité à rendre compte, hier, aujourd'hui et, peut-être, demain, de la réalité. C'est cette capacité qui est l'une des bases possibles de la « domination » sur la nature et les hommes. Sans elle, la question est purement idéologique.

Il est absolument évident que la science occidentale est basée sur une cassure de la totalité dialectique en ses éléments constitutifs (et Descartes l'a exprimé de la façon la plus pure), la spécialisation à outrance, l'usage de catégories réifiées (sclérosées, spatiales, etc.). Mais l'histoire a montré que, dans une première phase, cette approche a été fructueuse.

Peut-être en est-il de même pour la science que pour le capitalisme : ce dernier a permis le développement des forces productives bien au-delà de ce que les modes de production antérieurs étaient capables de faire, mais en même temps, il a « perversé » les forces en question et les rapports de production et il a creusé sa tombe. La réification est-elle le mur auquel se heurtera la science (et le capital avec elle) ? Par sa capacité à analyser la réalité, la science permet au capital, par le biais de la technique, de s'approprier gratuitement des forces de la nature ; par son incapacité à concevoir les choses globalement, elle tire des traites qu'elle n'est pas sûre de pouvoir honorer dans le futur.

Si l'article est là pour nous dire que la science est aussi néfaste que le capitalisme, alors c'est trop ou trop peu. Trop, car il est évident qu'avec une utilisation technologique massive des travaux des scientifiques, les méfaits de la science se

multiplient et peuvent mettre en danger l'avenir même de l'homme. Trop peu, car ce qu'il conviendrait de démontrer, c'est que dans une période où le capitalisme est traversé de crises de plus en plus profondes, sa science est de plus en

plus incapable d'être sa bouée de sauvetage.

Si j'avais eu une théorie bien constituée de la science dans ses rapports avec le développement du capitalisme et de la crise qui secoue la société, je n'aurais pas écrit cette

lettre mais un article, un livre ou une série d'ouvrages savants. Malheureusement, ce n'est pas le cas mais cela ne m'empêche pas de penser que ce n'est pas un sujet que l'on peut traiter « comme cela ».

MAURICE ■



Il est toujours difficile de répondre à des critiques en quelques lignes, en particulier lorsqu'elles portent sur des sujets bien plus vastes que celui qui est abordé dans le texte, à savoir la science. Je me contenterai de quelques brèves remarques.

Les idées résumées dans le texte ne relèvent pas de l'a priori. Parmi les conditions déterminantes qui ont présidé à leur formulation, il y a eu des révoltes qui, elles-mêmes, entamèrent la critique de la science et de la technologie. Ici, je pense aux oppositions au programme électronucléaire, qui sont apparues en France dans la foulée de Mai 68. Je n'en ferai pas l'apologie. A l'exception de leur frange radicale, elles charriaient aussi des illusions sur la possibilité de réformer le capitalisme et de faire pression sur l'Etat pour qu'il en reste à des énergies prétendues moins dévastatrices. Leur déconfiture fut causée à la fois par la répression, parfois implacable, et par leurs propres limites dans la critique du capitalisme.

Quoi qu'il en soit, ceux qui voulaient y participer et qui avaient trouvé dans le noyau originel du marxisme leur fil conducteur pour critiquer le capitalisme – et c'était mon cas – étaient mal à l'aise face à l'inconnu. Il est inutile de nier l'abîme qui existait entre l'esprit doctrinaire des milieux marxistes « révolutionnaires », auxquels j'ai pu participer, et le dynamisme que manifestaient les franges radicales des oppositions au nucléaire, tant par la plume que par l'emploi de moyens moins pacifiques, des occupations

des chantiers de construction aux sabotages. Dans le meilleur des cas, les milieux en question étaient incapables d'apprécier à leur juste valeur de telles activités. Dans le pire, ils y étaient hostiles. Elles remettaient en cause leur conception réductrice du monde. En effet, la doctrine de Marx a été marquée par l'idéologie scientiste qui accompagna l'ascension de la bourgeoisie. Il critique le capital parce que, selon lui, il crée en fin de compte des entraves au progrès humain. Pour lui, les combats contre le capital étaient réductibles, en dernière analyse, à ceux des prolétaires de l'industrie qui devaient détruire les rapports de production capitalistes, et libérer les forces productives qui étaient apparues en son sein. Par suite, toutes les formes de combat qui n'y correspondaient pas étaient négligeables, voire condamnables comme autant d'obstacles au progrès des forces productives. D'où le mépris de Marx pour les luddistes, par exemple, hostiles à l'industrialisation du monde, base même du communisme tel qu'il le voyait.

Aux yeux de pas mal d'individus impliqués dans de telles actions, le réductionnisme marxiste était antagonique avec la situation qu'ils étaient en train de créer. Car ils tentaient au moins de résister à l'implantation de sites industriels nucléaires. De plus, les ouvriers industriels, en principe les premiers concernés, n'y participaient qu'à titre individuel et de façon marginale, à l'exception des sidérurgistes de Lorraine, comme à Chooz. Passons sur l'attitude des cégétistes d'EDF,

qui n'hésitèrent pas parfois à faire la chasse aux « écolo ».

Il fallait choisir : sacrifier l'esprit de la doctrine à la réalité de combats qui débordaient le cadre des schémas préconçus, ou l'inverse. La minorité – j'en faisais partie – a préféré abandonner l'idéologie pour la vie, sans pour autant fleurter avec les illusions écologistes. Le processus a pris des années, accompagné de ruptures mais aussi de discussions passionnées et passionnantes, et de rencontres avec des révoltés d'autres horizons. Nous avons peu à peu rejeté les bases mêmes du marxisme et, entre autres, la conception marxiste de la réification.

La marchandisation des activités et des relations dans la société capitaliste implique qu'elles perdent, en surface, leur caractère réel et apparaissent comme des choses. Mais l'interprétation marxiste du phénomène est limitée. Car les forces productives sont l'une des manifestations de la réification propre à la société capitaliste. Elles sont partie intégrante des rapports de production. La dichotomie introduite entre les deux facettes du même mode de production n'existe que dans la tête des contestataires inconséquents du progrès, du progrès dans le domaine de la production elle-même. La destruction du capitalisme passe aussi par celle de la base même de l'industrie qui lui est propre. C'est là que le Marx scientiste a toujours buté, et c'est là qu'il est plus que jamais indispensable de le dépasser.

ANDRÉ DRÉAN ■



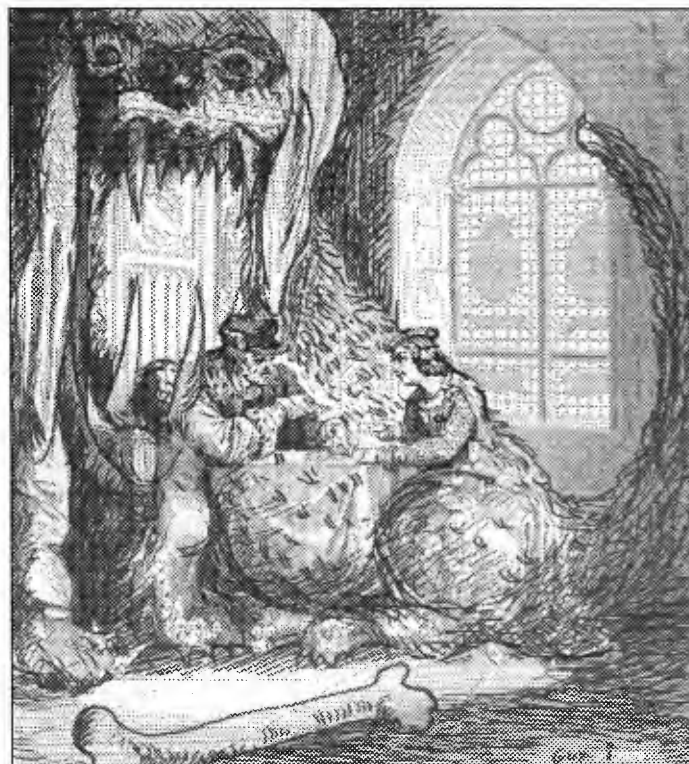
UN NOUVEL ORDRE CULTUREL

Dans cette époque où la moindre grève devient une atteinte aux intérêts nationaux (parlant des grèves d'Air France en 1993, le « Wall Street Journal » avait parlé « d'émeutiers » ; et ce juge d'instruction désignant, en 1997, des chauffeurs-grévistes d'une société de transport qui avaient utilisé des camions de l'entreprise, avait évoqué « une bande organisée faisant de l'extorsion de fonds »), le nouvel ordre social est aussi un nouvel ordre culturel. On assiste au retour en force des idéologies qui accompagnent la réaction sociale et politique : la morale, la nation, la famille, la religion, les valeurs patriotiques de la république, l'instruction civique qui les accompagne. Les critiques qui étaient relativement tolérées dans les temps consensuels, dans l'entreprise et hors du bureau, sont désormais, sinon bannies, de plus en plus criminalisées. Les idées qui s'écartent des valeurs morales s'apparentent à des valeurs subversives et sont traitées comme telles, sans ménagement.

BARTHÉLÉMY SCHWARTZ □

« 4 000 F d'amende pour avoir troublé une messe. La cour d'appel de Colmar a confirmé hier les peines de 4 000 F d'amende prononcées à l'encontre de cinq militants d'associations de défense des homosexuels ou de lutte contre le Sida, dont Act-Up qui avaient tenté de perturber une messe à la cathédrale de Strasbourg, le 27 octobre. Les poursuites avaient été engagées en vertu d'un texte allemand, datant de 1871, toujours en vigueur en Alsace et en Moselle. Par cette action, les militants entendaient protester contre les propos de l'ancien évêque de Strasbourg, Mgr Léon Elchinger, qu'ils jugeaient hostiles aux homosexuels. » (Libération, 29 janvier 1998)

« Radio FG poursuivie pour pornographie – Quatre amendes (entre 40 000 et 50 000 F chacune) ont été requises jeudi en correctionnelle contre le président et des animateurs de Radio FG pour « diffusion de messages à caractère pornographique » (jugement prévu le 2 avril). Dans l'émission Lectures, le 5 mai 1996, des descriptions de scènes zoophiles avaient été lues sur fond de musique techno. Le substitut, François Reygrobellet, a considéré que « dans un pays où on a poussé assez loin les limites de la tolérance », il était nécessaire de faire « un rappel à la loi » pour que « ceux qui ont la chance de s'exprimer devant un micro le fasse dans le respect d'autrui ». Les représentants de la radio ont souligné que les livres de Pierre Guyotat et André Piye-re de Mandiargues, auteurs de certains passages incriminés, « étaient en vente libre à la Fnac ». » (Libération, 7 mars 1998).



Valentine de Milan joue aux cartes avec Charles VI, sous le regard inquiet de leur chihuahua géant.

● Guy Girard. 1998 ●

REVENU GARANTI, TRAVAIL FORCE ET VIGIPIRATE

*Ne demandez pas du travail ; battez-vous tout simplement pour de la nourriture, des vêtements et du logement. Les chômeurs qui vivent à Palm Beach ne demandent pas du travail eux non plus ; ils laissent ça à leurs serviteurs. Et, au fait, vos dirigeants syndicaux, eux-aussi, ils ne réclament pas du travail. (...) Ces gens sont trop importants pour ces choses-là. Et puis, si du travail il y en avait, ne vous inquiétez point, vous en aurez plus que vous pouvez supporter. L'individualisme présuppose de l'argent pour s'affirmer. À l'époque des hauts parleurs, et à moins de pouvoir montrer aux « autorités compétentes » que derrière vos demandes il y a plus qu'une frêle voix isolée, vous n'aurez pas de chance. Alors, ajoutez votre voix à celle des autres. Il y a les bureaux de chômage, il y a aussi la rue et les portes d'usine. (...) Votre bureau de chômage est un excellente base d'organisation ; oui, vous pouvez même le transformer dans une organisation.**

Paul Mattick ■

annonçant l'importation de l'ultime trouvaille nord-américaine, les « travailleurs pauvres », censés remplacer les « pauvres travailleurs », un journaliste se demandait si le discours sur la reprise attendue allait pouvoir longtemps calmer le peuple. Et d'ajouter : « Il n'est pas sûr que cette patience-là lui [au gouvernement] soit accordée. »¹. Deux mois plus tard, la lutte des chômeurs venait confirmer cette inquiétude. Ceux qui fréquentent les bureaux des ASSEDIC et de l'ANPE ont senti, à des degrés divers, combien cette lutte minoritaire avait trouvé un écho parmi des chômeurs. Le chômage n'était plus une catégorie économique, une situation vécue de façon fataliste, dévalorisante et culpabilisante. Des chômeurs créaient une communauté de lutte et s'approprièrent une identité collective. Le chômage n'était plus perçu comme un état passager, mais comme une situation de pauvreté à long terme.

En peu d'années, dans un des pays les plus riches au monde, les repères sécurisantes de la condition salariée se sont effondrées ; la pauvreté, la détresse et l'injustice sociale se sont généralisées. Et le chômage apparaît aujourd'hui comme la suite inévitable du travail précaire. La lutte des chômeurs aurait pu être révélatrice d'un sentiment de révolte contre cet état de choses. Pourtant, elle restera une lutte minoritaire menée par quelques chômeurs.



UNE GREVE peut bloquer des secteurs de la société, inciter d'autres catégories à se déterminer. De leur côté, les chômeurs, ont des moyens de pres-

sion limités et, malgré la popularité de leurs actions, ils n'ont pas réussi à créer une dynamique d'entraînement. Leur combat est un jalon dans cette succession de luttes, mené par les plus combatifs et par des noyaux politisés. Comme dans d'autres circonstances, la sympathie passive a pris ici la place de la solidarité et de l'engagement actif, délimitant les contours actuels de la combativité sociale. Limites qui s'expriment, au pire, dans le silence apeuré, au mieux, dans la formule du « Ils ont raison ! », qui traduit à merveille la séparation entre ceux qui luttent et ceux qui acceptent qu'on lutte pour eux. Parmi les absents dans la lutte des chômeurs, il y avait les étudiants et, surtout, la masse des jeunes exclus des banlieues.

Les lycéens et étudiants avaient été de toutes les luttes récentes, présents dans la grève généralisée des services publics, (hiver 1995) et dans le soutien aux immigrés sans papiers. Cette fois-ci, la solidarité envers les chômeurs fut faible dans un milieu dont l'avenir est pourtant hanté par le chômage. Ainsi, les quelques tentatives faites pour essayer d'élargir la lutte au milieu étudiant, sont restées sans suite². Dans les lycées et les collèges, les jeunes n'ont pas bougé alors qu'ils se mobilisent souvent contre la violence et la dégradation des conditions d'études. Bref, alors même qu'elle aurait pu se sentir directement concernée, la grande majorité des étudiants n'a pas voulu se reconnaître dans cette lutte.

On a interprété la généralisation de la condition étudiante comme une forme de prolétarianisation. Or, à la place de l'uniformisation attendue, on constate une inégalité croissante des situations. L'école pu-

blique a éclaté entre écoles d'élite et écoles de pauvres, et les effets de la sélection se font sentir à fond provoquant une concurrence exacerbée et la montée de l'individualisme. Un long chemin fut donc parcouru depuis le mouvement anti-CIP, qui avait puisé sa force dans le rejet de la précarisation de la condition étudiante. Non que les mouvements étudiants des dernières années aient été vécus comme des défaites. Mais, à la longue, ils n'ont pas empêché la sélection sociale de s'imposer. C'est pourquoi, dans un milieu caractérisé avant tout par le renouvellement constant de ses membres, ce sont les couches étudiantes les plus jeunes, les moins soumises aux contraintes de cette sélection, qui, régulièrement, se mobilisent. Ce fut aussi le cas lors de la lutte des chômeurs.

Dans les territoires où règne l'insécurité capitaliste, les fils de chômeurs ne peuvent aujourd'hui devenir que chômeurs, délinquants, surveillants de leurs propres frères³. Ici, les réseaux de socialité syndicale et politique de l'ancien mouvement ouvrier, qui avaient eu une fonction intégratrice ont disparu avec la déstructuration de la communauté prolétaire. Dans un premier temps, les politiciens de gauche ont cru pouvoir les remplacer par une surveillance localisée⁴. On s'est vite aperçu que la présence d'une armada de « travailleurs sociaux » et « animateurs » ne suffisait pas au « maintien de l'ordre », qu'il fallait quadriller ces lieux par des forces policières. La mise en service, en 1995, du Plan Vigipirate⁵ marque le début d'une nouvelle politique sécuritaire par laquelle l'Etat impose son droit par une militarisation du contrôle des exclus⁶. Depuis, ces « mesures exceptionnelles », sont devenues la règle, dans la droite ligne de l'évolution autoritaire de la démocratie parlementaire.

Dans ce monde urbain où sévit le chômage de masse, la lutte des chômeurs a trouvé peu d'échos. Certes, la plupart des chômeurs actifs vivent dans les quartiers pauvres. Mais la grande majorité de la jeunesse – pour qui le chômage est l'état dans lequel on vit plus que celui dans lequel on tombe – est restée en dehors. Il serait trop facile d'expliquer cette ab-



sence par la seule présence du cordon sécuritaire de Vigipirate autour des classes dangereuses, parquées dans les anciens dortoirs à force de travail. La passivité, la résignation et la peur sont des valeurs charriés par l'effondrement et la faillite de l'ancien mouvement ouvrier. Peut-on continuer à attendre l'explosion sociale là où l'on est au bord de l'implosion ? Cela étant, la militarisation du contrôle urbain est devenue, en France, un facteur essentiel de la gestion politique de la crise, un élément du consensus droite-gauche. Elle renforce les séparations de classe dans le territoire jouant

ainsi un rôle dans l'isolement des luttes, surtout de celles qui occupent la rue, hors des lieux de travail.



IL A Y EU, dans la lutte des chômeurs, un constant écart entre les revendications de ceux qui luttèrent et celles mises en avant par les organisations qui voulaient les représenter. Les plus combattifs étant conscients que du travail salarié il y en aura peu et du très mal payé. Il a été par ailleurs entendu que le marchandage officiel autour des 35 heures devait aboutir à un peu plus de travail pour quelques uns, moins payé pour tous⁷. D'où l'importance des diverses actions exigeant des moyens pour vivre, exprimant un profond sentiment égalitaire et une contestation de cette société richissime. De leur côté, les organisations réformistes se placent au niveau de ceux qui ne luttent pas, revendiquant le travail comme « un droit », le partage arithmétique de l'emploi, ou encore un revenu social assuré par l'Etat⁸. Ces « contre-propositions » pourraient être envisagées dans des économies régies par un fort interventionnisme de l'Etat. Comme ce fut le cas avec le national-socialisme ou le New-Deal américain. Or, la carte keynésienne a déjà été jouée par le capitalisme et le projet néolibéral dominant repose sur une plus grande flexibilité du travail et une baisse des salaires. Ceci étant, et toute bonne foi mise à part, comment ne pas voir que le « travail comme droit » revoie à l'idée du travail obligatoire ; que toute mesure de « revenu garanti » implique la police des as-

sistés, la régulation de la pauvreté par l'Etat⁹ ? La condition d'assisté ne renforce-t-elle pas l'isolement des chômeurs et leur soumission à l'Etat ? Tout cela va de pair avec un contrôle accru des populations dans l'espace national (voire dans l'espace européen) et, à l'aide d'un plan Vigipirate perfectionné.

Le chômage de masse montre que le travail est, dans le capitalisme, un rapport social. On peut se trouver hors d'une situation de travail tout en y restant soumis. Chaque chômeur le sait et le vit au jour le jour. Le refus légitime des contraintes du travail par des individus compte peu face à la détresse de la masse de ceux qui en sont exclus. Là aussi, la lutte des chômeurs nous a rapproché du réel. Ce qui est en question n'est pas un choix individuel de vie mais le choix entre le combat contre une société qui engendre inégalités et injustices ou la soumission à l'idée incontournable du travail salarié.

Lorsque des chômeurs ont occupé à Paris le siège du PS, dans la cafétéria ils sont tombés sur l'auteur du « Droit à la paresse ». Bien sûr, ce n'était qu'une gravure, le vrai Lafargue était avec eux depuis le début du mouvement. « *Travaillez, travaillez, pour que, devenant plus pauvres, vous ayez plus de raisons de travailler et d'être misérables. Telle est la loi inexorable de la production capitaliste*¹⁰, écrivait-il en regrettant que, *au lieu de profiter des moments de crise pour une distribution générale des produits et un gauchissement universel, les ouvriers, crevant de faim, s'en vont battre de leur tête les portes de l'atelier* ». S'il est vrai que telle a été l'attitude des organisations, les chômeurs combattifs ont plutôt repris à leur compte l'idée rebelle de Paul La-

fargue. On a souvent pris son livre pour une incitation au loisir industriel, dans le cadre inchangé de rapports capitalistes d'exploitation. Pour remettre au goût du jour la notion de « paresse » dont parlait Lafargue, il faut partir du rejet de l'idée moderne de loisir. La paresse ne peut être que la subversion sociale, la réappropriation de la totalité de la vie, l'abolition des rapports salariés aliénants. Malheureusement, l'esprit de l'époque est celui de la cafétéria du PS. Parmi les habitués, certains se laissent aller jusqu'à envisager l'auto-abolition du capitalisme à l'aide de « penseurs patronaux subversifs »¹¹. Ça rassure ! Mais ce qui préoccupe tout ce beau monde est la désagrégation sociale provoquée par le chômage. D'où ce besoin de théoriser l'organisation du nouveau « temps libre ». Exclu de force du salariat, le prolétaire ne doit pas rester à la dérive, sauf dans des ghettos bien policés. Le « nouveau secteur », le « marché de la solidarité », peut utiliser son travail non payé. Le bénévolat est ainsi présenté comme « (...) un instrument de partage du travail, un secteur du volontariat à parité avec le salariat »¹². Voilà énoncés les contours du rêve réformiste du troisième millénaire : travail forcé en échange d'un revenu garanti sous la protection de Vigipirate.

Sous le capitalisme les luttes des chômeurs sont promises à un éternel retour. Dans la durée, et pour peu que l'action se généralise, c'est un combat qui pourra se radicaliser tant la question du travail salarié y est centrale. A condition que la force collective autonome soit en mesure de contourner les pièges du réformisme autoritaire qui, dès maintenant, s'annonce.

CHARLES REEVE ■

* « *Welcome the Depression* », « *Living Marxism* ». Chicago. Mars 1938

1 - « *Des pauvres, avez-vous dit ?* », « *Le Monde* ». 20 décembre 1997.

2 - *L'occupation par des chômeurs de l'Ecole normale supérieure à Paris et de l'Institut d'études politiques à Lyon ont été, de ce point de vue, un échec.*

3 - *Dans les quartiers défavorisés, 45 % des jeunes vivent dans des familles touchées par le chômage.* « *Le Monde* ». 13 février 1998.

4 - *Récemment encore, suite à un assassinat dans un commissariat de banlieue, un maire socialiste invoquait le « tissu associatif dense et performant », capable d'amortir les incidents.* « *Le Monde* ». 20 décembre 1997.

5 - *Justifié par des actes de terrorisme d'Etat, jamais élucidés.*

6 - *Le plan Vigipirate a permis en particulier d'accroître la répression sur les travailleurs immigrés.*

7 - *L'économiste officiel de la social-démocratie allemande va droit au but : « La réduction du temps de travail, c'est la*

redistribution du chômage », H. Flassbeck, interview. « *Le Monde* ». 27 janvier 1998.

8 - *Les comités chômeurs CGT et l'APEIS (communiste) parlent de « droit au travail » . Chez AC!, où la base fait preuve d'une certaine autonomie, l'idée du revenu garanti s'est imposée dans le discours officiel.*

9 - *Un exemple : suite à la lutte des chômeurs, l'Etat a distribué de misérables chèques-transports (correspondant à quatre cartes oranges mensuelles pour Paris). Pour utiliser ces chèques, le chômeur doit présenter sa carte d'identité. Les guichets des transports deviennent ainsi un lieu supplémentaire de contrôle social.*

10 - « *Le Droit à la paresse* », Paul Lafargue, éd. Mille et une nuits.

11 - Interview d'André Gorz, « *Libération* », op. cit.

12 - « *La Richesse des hommes* », R. Sue, éd. Odile Jacob. 1998. (Voir l'interview de l'auteur dans « *Le Monde* ». 10 février 1998). L'idée d'organiser le temps libre dans des « activités de sociabilité » est aussi dans le dernier livre d'A. Gorz, « *Misères du présent, richesse du possible* », éd. Galilée. 1997.

L'HORREUR NATIONALE CONTRE L'HORREUR ECONOMIQUE



Derrière la lutte contre l'ultralibéralisme se profile un courant antilibéral ou antiglobalisation qui n'est pas nécessairement hostile au capitalisme, pour peu que les tendances de celui-ci soient rééquilibrées par des garde-fous. L'Etat, accompagné d'une politique volontariste, est naturellement appelé à intervenir pour réduire les prétentions de l'économie présentée comme folle (sous sa forme ultralibérale). Parmi les nouveaux militants et les groupes qui s'en réclament se cotoient syndicats, associations, intellectuels, divers courants transversaux des partis politiques actuels (comme les amis de Pasqua à ceux de Julien Dray réunis dans le Cercle Marc-Bloch). Dans ce retour de l'Etat, la Nation apparaît comme une antidote au nationalisme, considéré comme le cauchemar inversé de l'ultralibéralisme. On assiste ainsi à l'apparition de projets capitalistes divergents, opposant les partisans du dépassement d'un capitalisme qui, volontairement ou par incompréhension, n'est pas différencié de l'ultralibéralisme d'une part, aux théoriciens de la flexibilité, de la mondialisation et des marchés financiers d'autre part. Dans ce paysage de la fausse opposition, où l'économie ne devient folle qu'à partir du moment où elle apparaît mondialisée, il revient à l'encadrement culturel d'inventer les mots et le langage de la fausse résistance, dans lesquels pourront s'exprimer les militants du dépassement du capitalisme. Combien, parmi ces derniers, ont conscience qu'en parlant le langage des autres ils n'exprimeront essentiellement que les idées de ceux qui les encadrent, notamment celles, perverses, d'une utopique gestion rationnelle du capitalisme déguisée en rupture radicale ?

« Mais ces mêmes forces de "conservation", qu'il est trop facile de traiter comme des forces conservatrices, sont aussi, sous un autre rapport, des forces de *résistance* à l'instauration de l'ordre nouveau, qui peuvent devenir des forces subversives. Et si l'on peut donc conserver quelque espérance raisonnable, c'est qu'il existe encore, dans les institutions étatiques et aussi dans les dispositions des agents (notamment les plus attachés à ces institutions, comme la petite noblesse d'Etat), de telles forces qui, sous apparence de défendre simplement, comme on le leur reprochera aussitôt, un ordre disparu et des "privilèges" correspondants, doivent en fait, pour résister à l'épreuve, travailler à inventer et à construire un ordre social qui n'aurait pas pour seul loi la recherche de l'intérêt égoïste et la passion individuelle du profit, et qui ferait place à des collectifs orientés vers la *poursuite rationnelle de fins collectivement élaborées et approuvées*. Parmi ces collectifs, associations, syndicats, partis, comment ne pas faire une place spéciale à l'Etat, Etat national ou, mieux encore, supranational, c'est-à-dire européen (Etat vers un Etat mondial), capable de contrôler et d'imposer efficacement les profits réalisés sur les marchés financiers et, surtout de contrecarrer l'action destructrice que ces derniers exercent sur le marché du travail, en organisant avec l'aide des syndicats, l'élaboration et la défense de *l'intérêt public (...)*. » (« L'essence du néolibéralisme », Pierre Bourdieu, Le Monde diplomatique, février 1998.)

« A part la nation, "*idée qui n'est pas simple*", admet Yves Lacoste (directeur de la revue Hérodote), "*et qui peut même se révéler fort dangereuse*", mais néanmoins "*croyance collective raisonnable*", dit Emmanuel Todd*, quel recours subsiste face à la barbarie de la mondialisation ? Demain, peut-être, l'Europe ? Mais certainement pas celle de Maastricht et de la Banque centrale. » (« La nation contre le nationalisme », Le Monde diplomatique, février 1998.)

BARTHÉLÉMY SCHWARTZ □

*Le penseur chiraquien de la fracture sociale en 1995, qui déclarait en 1997, la veille des législatives, que, déçu du chiraquisme, il voterait PC... Un itinéraire intellectuel, donc.



LES SEL MANQUENT DE SEL

Inconnus il y a à peine dix ans, sinon comme curiosité d'origine anglo-saxonne, les Sel commencent à faire parler d'eux, à l'occasion du procès dont ils sont l'objet. L'Etat les accuse de favoriser le travail au noir, et des associations d'artisans les dénoncent pour concurrence déloyale. Avec l'aggravation de la crise, leur nombre a vite augmenté, non seulement dans les régions rurales et montagneuses plus ou moins reculées, comme en Ariège, mais aussi dans les concentrations urbaines, y compris à Paris. Pour leurs promoteurs, les Sel préfigurent « *la nouvelle forme de société où la seule exclusion sera celle de l'accumulation monétaire* »¹. D'après eux, « *tous les membres sont sur le même pied d'égalité, sans que la liberté de chacun ne soit remise en cause* »². De façon plus pragmatique, la masse des participants, en général des individus dont la survie quotidienne devient de plus en plus difficile, y voient des formes inédites d'entraide, qui leur permettent de briser quelque peu avec le repli et la détresse. Leur sincérité ne fait pas de doute mais, à l'usage, le discours galvaudé sur la liberté et l'égalité est de moins en moins capable de masquer la véritable nature de l'activité des Sel. Comme nous allons le voir, elle ne dépasse en rien celle du travail salarié.

Les Sel et le libre échange

Les Sel sont l'objet des interprétations les plus diverses. Des libertaires n'hésitent pas à affirmer que de telles associations visent à « *abolir la monnaie et à remplacer la valeur d'échange par la valeur d'usage* »³. Mais, en réalité, les initiateurs des Sel n'ont jamais manifesté la moindre hostilité envers le principe même de la valeur et le signe qui la représente, à savoir la monnaie. Pour eux, « *la monnaie fut inventée pour devenir l'outil qui devait faciliter les échanges. Mais, désormais, elle est devenue source de la domination de quelques-uns sur le reste de l'humanité* »⁴.

Certes, les initiateurs des Sel sont loin d'être des apologistes du capitalisme, à l'image des idéologues du libre échange. Mais la critique qu'ils en font est très limitée. D'après eux, la source de tous les manques réside pour l'essentiel dans le manque de monnaie que subissent de plus en plus les déshérités.

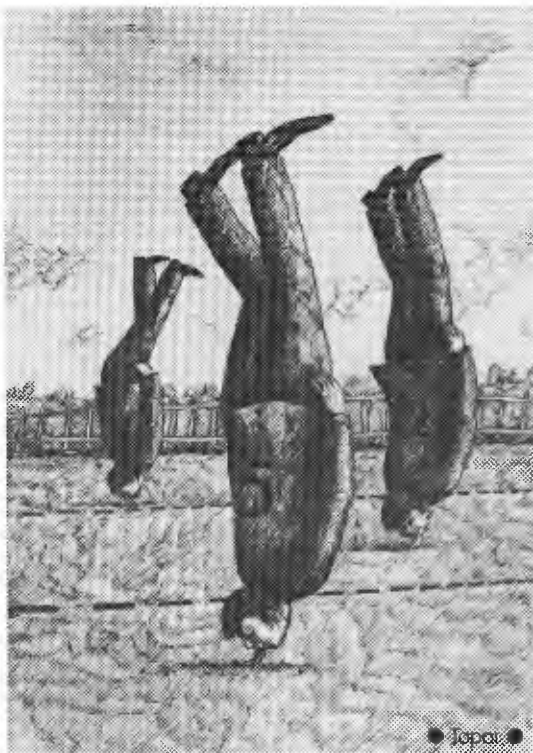
C'est pourquoi ils ne vont pas plus loin que l'hostilité platonique envers la thésaurisation de la monnaie, qu'ils confondent d'ailleurs avec l'accumulation de capital généré par le travail salarié. Pour le reste, ils partagent les mêmes illusions que les libres échangistes : la monnaie reste l'instrument incontournable pour mettre en valeur les activités et les relations individuelles et collectives. Simple objet manipulable à volonté placé au-dessus de la société, elle n'est pas en soi le symbole même de la puissance de la société capitaliste. Les relations d'exploitation et de domination qui constituent la toile de fond de la monnaie sont ainsi occultées par celles, plus superficielles, qui paraissent régler les échanges sur le marché. Là, tous les individus apparaissent à première vue comme des échangistes indifférenciés et, à ce titre, libres et égaux.

Incapables de distinguer entre la figure réelle et la figure imaginaire que la société capitaliste donne d'elle-même, les fondateurs des Sel veulent entreprendre la tâche impossible qui consiste à redonner vie au fantôme, présenté de plus comme l'embryon de la société idéale, fondée sur la liberté et l'égalité. Leur objectif consiste donc à ramener la monnaie au rôle de simple médiation des échanges qu'elle n'aurait jamais dû, d'après eux, outrepasser.

Dans leur optique, il est donc possible et souhaitable de constituer dès aujourd'hui des associations, basées sur la valeur mais qui ne présentent aucune des caractéristiques propres au capital tel qu'ils le conçoivent. Il suffit pour cela que les individus qui y participent déterminent eux-mêmes la valeur leurs propres marchandises, définissent de même le symbole qui la mesure et la représente et le réduisent au rôle de monnaie de compte pour en entraver la thésaurisation.

Mais le mythe de l'échange libre et égal entre associés ne résiste pas à l'épreuve de la réalité. Car ils ne sont pas égaux en termes de propriété, de revenu, de rôle et de statut, etc. Bref, leur position n'est pas la même et elle dépend de la place qu'ils occupent dans la hiérarchie au sein de la société. Loin de « *confronter les classes et de laminer les antagonismes* »⁵, de telles associations perpétuent au contraire l'opposition entre les dépossédés et ceux qui sont beaucoup mieux nantis, lesquels n'hésitent

pas à utiliser les premiers comme salariés pour leur propre bénéfice. Là comme ailleurs, l'idéologie de la liberté et l'égalité, propre à la démocratie, cache la permanence de la hiérarchie, qui accompagne la marchandisation des activités des associés. Les simples membres des Sel, ceux qui sont en bas de l'échelle, sont d'autant moins capables de la reconnaître comme telle que le simple échange de marchandises est censé la vaporiser. Dans le meilleur des cas, ils n'y voient que des atteintes au principe même de leur association par quelques parasites.



Le mythe de l'inconvertibilité des grains de Sel

Les fondateurs des Sel reconnaissent que, par bien des côtés, les associés évaluent en termes monétaires les biens et les services qu'ils échangent. Mais dans la mesure où l'unité de compte qu'ils choisissent est inconvertible en monnaie conventionnelle, celle émise par l'Etat, et que les comptables des Sel fixent des limites à la thésaurisation, ce ne serait plus de la monnaie au sens habituel du terme. Simple symbole virtuel, elle interdirait la capitalisation. De même, les comptables ne sauraient être assimilés à des gestionnaires puisque « *le conseil qui regroupe les membres est juste chargé de mettre les gens en relation et de centraliser les unités d'échange* »⁶.

Réduire la question de la convertibilité et de l'accumulation de la monnaie à celle de la reconnaissance par l'Etat du cours de tel ou tel symbole de valeur, c'est passer sous silence la question essentielle : la modification de la forme des instruments de circulation des marchandises ne peut pas transformer leur contenu, le type d'activités et de relations qu'ils cristallisent et résument. D'ailleurs, la perte de qualité sensible des monnaies est aussi le fruit de l'évolution du capitalisme le plus sophistiqué. Elle n'affecte en rien leur rôle, pas plus que l'arrivée des monnaies virtuelles, mesurées en unités d'information, ne modifient leurs fonctions réelles, à la Bourse comme dans les bourses d'échange des Sel, des

Let's, etc.

Les grains de sel sont des créances souscrites auprès de l'association par les individus qui la composent. Même en l'absence d'agios, le conseil de gestion comptabilise leur activité, contrôle l'évolution de leur compte, émet la monnaie de convention, récupère leurs cotisations, en francs, et prélève aussi, en francs, les sommes nécessaires pour assurer le fonctionnement de l'association, en particulier pour payer le comptable. Il remplit les fonctions élémentaires des banques d'échange mutuel.

Bien que les monnaies des Sel ne soient pas cotées sur le marché des changes, les associés eux-mêmes effectuent la conversion en pensée : en règle générale, ils considèrent que le grain de sel équivaut au franc. Ils ne sauraient mieux reconnaître que leurs unités de compte ne sont rien d'autre que des dérivés de celle reconnue par le pouvoir d'Etat et, de façon générale, par l'ensemble des citoyens. Elles ne sont pas capitalisables dans la mesure où elles ne permettent pas, du moins aujourd'hui en France, d'acheter et de vendre directement des marchandises hors du domaine de la circulation reconnue par les associés. Mais elles le deviennent indirectement car les Sel ne sont pas des systèmes d'échanges simples qui fonctionnent en vase clos. Certains de leurs membres, parmi les plus défavorisés, en ont déjà fait l'amère expérience dans les régions rurales du Sud-Ouest. Là il arrive que des propriétaires participent aux Sel aussi bien que des salariés occasionnels. Les premiers peuvent proposer aux seconds d'échanger des grains de sel contre leurs travaux aux champs, au moment de la castration du maïs, etc. Quitte à échanger ensuite leurs récoltes contre les francs lorsqu'ils les revendent sur le marché agricole. Les associés n'ont en principe rien à dire sur les opérations commerciales de ce genre effectuées sur le marché officiel. Car leurs échanges réciproques ont été aussi conformes à l'esprit des Sel qu'ils peuvent l'être. Il en va de même pour le reste des biens et des services que peuvent procurer les membres les plus

démunis des Sel, dans l'association, à ceux qui sont des véritables propriétaires et qui ont besoin de faire appel de façon intermittente à des salariés, par exemple pour effectuer l'entretien et la réparation de résidences et de bâtiments à usage commercial ou agricole. De façon générale, l'inconvertibilité de la monnaie des Sel n'empêche pas la résurgence de l'activité salariale en leur propre sein. En ce sens, ils favorisent la valorisation de marchandises qui, autrement, seraient dépréciées et auraient du mal à trouver preneur sur le marché.

Les Sel et l'Etat-providence

Il peut paraître étrange que les doctrinaires des Sel soient en même temps des nostalgiques de l'Etat-providence et qu'ils trouvent leur source d'inspiration auprès des idéologues de l'intervention systématique de l'Etat dans l'économie comme Keynes. Mais le paradoxe n'est qu'apparent. Keynes lui-même fut partisan des expériences de monnaies locales, même inconvertibles en monnaie émise par l'Etat, appelées à l'époque « monnaies franches ». Il y voyait l'autre face de l'intervention de l'Etat, qui devait favoriser la relance par l'accélération, entre autres, de la création et de la circulation monétaire. Il affirmait avec quelque raison que, dans les périodes de crise profonde du système, du système monétaire en particulier, on voit resurgir, au sein même du capitalisme le plus développé, des phénomènes beaucoup plus élémentaires qui relèvent de la circulation sporadique des marchandises de première nécessité. La source du phénomène, il la voyait à la fois dans la perte de confiance envers la monnaie à cours forcé émise par l'Etat et dans l'apparition du chômage de masse qui aggravait les conditions de survie de la masse de la population. C'est pourquoi il approuva les thèses de Gesell, réformiste notoire, et les expériences éphémères de création de monnaies franches qui eurent lieu au cours de la Grande Dépression, en particulier en Allemagne. Gesell avait systématisé les principes des systèmes d'échange local dans ses ouvrages sur « l'économie libre » dès la fin de la Grande Guerre, dans la période de faillite aiguë de la monnaie, encore liée à l'époque à l'étalon or. Pour lui, la source de tous les maux résidait dans la crise du système monétaire mis en place par l'Etat. Il proposait de créer et de faire circuler des monnaies franches susceptibles de se déprécier à grande vitesse pour éviter l'agiotage, pour stimuler les échanges indispensables à la vie quotidienne, pour entraver la thésaurisation et, aussi, pour faire reculer le spectre de la révolution.

La prose des doctrinaires des Sel est de la même veine et frise même l'apologie de l'économie paral-

lèle qui tend à réapparaître dans la période de crise que nous connaissons. Ils déplorent le recul de l'Etat-providence et engagent les déshérités des zones urbaines et rurales désertifiées par l'économie à prendre eux-mêmes en charge les tâches que l'Etat n'assure plus. « *Dans les régions marginalisées, les Sel créent les conditions favorables où l'effort est valorisé à l'abri de la compétition mondiale... Ils constituent des alternatives pour le développement de l'économie locale. Ils réhabilitent les avantages des monnaies locales, apportent des formes d'auto-régulation au sein des communautés désagrégées... Ils permettent la remise en service des biens et des savoirs déclassés par la crise... et, ainsi, ils redonnent confiance aux exclus et leur offrent la possibilité de ne pas désespérer.* »⁷ En d'autres termes, ils entendent neutraliser à l'avance les velléités de révolte que peut engendrer l'aggravation de la crise. Pour les réformateurs du monde, mieux vaut en effet distraire les chômeurs par des discours sur « *la convivialité et la rencontre* » et les faire rêver à d'hypothétiques réinsertions, quitte à les faire travailler pour presque rien, plutôt que les laisser agir par eux-mêmes et pour eux-mêmes.

Les Sel et le populisme

L'Etat français, fidèle à la tradition jacobine centralisatrice, est hostile au principe des Sel. D'où l'ouverture des hostilités contre leur symbole même, le premier Sel constitué en France, dans l'Ariège. Les Etats anglo-saxons, eux, ont déjà compris le parti qu'ils peuvent tirer de la généralisation de pareilles associations et le rôle de contre-feux supplémentaires qu'elles sont susceptibles de jouer. Au Royaume-Uni, des municipalités, dans les régions touchées de plein fouet par la désindustrialisation, comme celle de Manchester et de Glasgow, tolèrent les Let's, les modèles des Sel, et commencent même à accepter leurs monnaies, inconvertibles en livres de la banque d'Angleterre, pour régler certaines taxes. Mais, ici même, en Fran-

LES GRAINS DE SEL

- ▶ L'UNITÉ D'ÉCHANGE PERMET DE MESURER LA VALEUR DES ÉCHANGES ENTRE LES ADHÉRENTS
- ▶ LE BON D'ÉCHANGE EST REMPLI À CHAQUE ÉCHANGE
- ▶ LA PREMIÈRE SOUCHE EST GARDÉE PAR LE PROPRIÉTAIRE DU CARNET
- ▶ LA DEUXIÈME EST GARDÉE PAR LE BÉNÉFICIAIRE DU SERVICE
- ▶ LA TROISIÈME EST ENVOYÉE À LA PERSONNE QUI GÈRE LES ÉCHANGES EN GRAINS
- ▶ SANS BON, LE COMPTE N'EST PAS CRÉDITÉ
- ▶ LES PROPRIÉTAIRES DE GRAINS DOIVENT ÊTRE CHACUN À LEUR TOUR DÉBITEUR ET CRÉDITEUR
- ▶ LA PERSONNE QUI QUITTE LE SEL DOIT REMETTRE SON COMPTE À ZÉRO
- ▶ LA CONFIANCE NAÎT GRÂCE AUX ÉCHANGES DE SERVICES ET DE BIENS

SEL, MODE D'EMPLOI ■

ce, des hommes d'Etat, favorables à la réduction drastique du budget de l'Etat-Providence et apôtres de la déréglementation de l'économie, font entendre des sons de cloche parallèles. Ils soulignent, comme l'a fait Madelin à l'occasion du procès en Ariège, que les Sel, à condition d'être quelque peu contrôlés, peuvent faciliter le désamorçage des situations dangereuses et occuper les chômeurs à peu de frais. Vont dans le même sens les tentatives de noyautage du Parti humaniste, du Front national et même de l'Eglise de scientologie, et la constitution d'associations sectaires labélisées Sel, en apparence apolitiques. Bien entendu, les fascistes et apparentés cherchent plus que jamais à braconner sur le terrain associatif. Mais, au-delà des envolées indignées des promoteurs des Sel sur les tentatives de main-mise des sectes et des groupes fascistes, il est sans doute plus utile de voir si, dans leur discours et leur attitude, il n'y a pas quelque vice de contenu et de forme qui prête le flanc à de telles tentatives de racolage. Or, leur prose est émaillée de réflexions profondes du genre « *la monnaie peut être bon serviteur mais elle est devenue mauvais maître* », dignes de la représentation de la monnaie que se font les petits bourgeois acculés à la faillite par la crise. L'apologie du marchandage de proximité et du « *vivre et travailler au pays* », les diatribes contre l'omniprésence de l'Etat et du marché mondial, les jérémiades contre la corruption et la spéculation, se font l'écho des préjugés populistes des boutiquiers traditionnels qui ne voient pas plus loin que les comptoirs de leur boutiques. Elles favorisent les dérives de type populiste, en particulier dans les régions rurales.

Les Sel et l'entraide

Malgré le discours réformiste de leurs initiateurs, les Sel connaissent aujourd'hui quelques succès parce qu'ils apparaissent comme l'expression la plus conséquente des formes de solidarité embryonnaires sans lesquelles nombre de déshérités sombreraient dans la clochardisation pure et simple. En effet, bien que l'atomisation et la paupérisation aient progressé au cours des dernières décennies, il existe encore aujourd'hui des formes d'entraide épisodiques qui touchent à divers aspects de la vie de tous

les jours, à la ville comme à la campagne. Leurs origines sont les plus diverses et elles plongent leurs racines dans les communautés paysannes d'antan, dans celles issues de l'immigration plus récente, en provenance d'Afrique et d'Asie, et dans ce qui reste de la communauté ouvrière en pleine décomposition. Bref, de telles formes d'aide mutuelle, non rémunérées en monnaie et en nature, échappent quelque peu au rouleau compresseur de la marchandise et de l'Etat. Elles font partie de la vie des individus qui ne se conforment pas, en partie du moins, au modèle de comportement prédateur aujourd'hui en vigueur et dans lequel les êtres humains, réduits au statut de citoyen et de porteurs de marchandises, doivent être en guerre les uns contre les autres et aussi contre eux-mêmes. Loin de nous l'idée de présenter de pareilles solidarités comme l'archétype

des relations humaines mais il est incontestable qu'elles rappellent le troc, et même parfois le don sans demande de contrepartie.

Si les initiateurs des Sel avaient eu pour objectif de donner forme à de telles solidarités informelles, d'en être partie prenante, de chercher à les aider à rompre avec les relations marchandes qui les rongent, etc., il n'y aurait rien à redire sur leur activité. Mais, ils font l'inverse et se plaignent même parfois du peu d'enthousiasme dont font preuve certains adhérents potentiels pour abandonner leurs saines habitudes d'en-

traide non comptabilisée. Dans le Massif central, par exemple, ils reconnaissent que, « *en montagne bourbonnaise, le troc faisait partie du quotidien des habitants du cru. Chacun se simplifiait l'existence en s'entraïdant, sans comptabiliser quoi que ce soit entre voisins.* »⁸ Puis, des Sel ont été créés à leur initiative, et le troc, quelles qu'en soient les limites, a dégénéré en vulgaires transactions, mesurées en monnaie des Sel. Nous le voyons, les Sel ne représentent même pas des tentatives de créer des associations, certes limitées, mais qui auraient au moins le mérite de freiner la fuite en avant dans l'atomisation qui caractérise aujourd'hui le comportement de la plupart des citoyens. Ils participent, à leur échelle, à l'entreprise de destruction de toutes les formes d'entraide existantes, réalisée sous la houlette de l'Etat.

ATTENTION AU VOCABULAIRE !

« Eviter absolument le vocabulaire économique et financier pour décrire le Sel : évitez les termes de chèque (utilisez bon d'échange), de monnaie fictive (parlez d'unités d'échange), évitez aussi vendre et acheter (utilisez donner et recevoir) et parlez d'échange plutôt que de transaction. »

SEL, MODE D'EMPLOI ■

L'entraide et la révolution

Depuis la création des premiers Sel en France, l'euphorie initiale est beaucoup retombée. Des contradictions sont apparues entre le discours à prétention émancipatrice de leurs initiateurs et le maintien de la hiérarchie propre au travail salarié qu'ils préconisent, en particulier en matière de rémunération. Pour échapper à ce qu'ils considèrent comme des abandons de l'esprit initial des Sel, des membres tentent de mettre des bornes. Par exemple, ils considèrent que toutes les activités proposées dans le cadre des Sel possèdent la même valeur, indépendamment du degré de qualification, réelle ou supposée, qu'elles requièrent. Les tentatives de ce genre montrent à quel point il est difficile, même pour des individus quelque peu critiques envers la hiérarchie, de rompre avec les préjugés libre-échangistes et de dégager des perspectives qui les dépassent. Ils assimilent les catégories de l'économie, en premier lieu la valeur, à des lois indispensables à l'activité humaine auxquelles il est presque impossible d'échapper. Or, l'idée de réduire les activités humaines individuelles et collectives à du travail salarié, de le mesurer et donc d'en définir l'étalon de mesure n'est même pas commune à toutes les sociétés fondées sur l'exploitation et la domination. Pour prendre l'exemple de l'histoire européenne, ni le servage ni même l'esclavage n'étalonnaient ainsi le travail, à l'exception des régions où la marchandisation de la vie commençait à apparaître et, avec elle, celle du travail lui-même. C'est lorsque le travail salarié est devenu la forme dominante, sinon exclusive, de l'activité en société, que la notion de valeur a pris de l'importance. Mais les contestataires des Sel continuent à réfléchir sur la valeur qu'il convient d'attribuer à leurs propres activités et rêvent de réaliser l'impossible, la communauté basée sur l'entraide

entre individus bornés au rôle de travailleur, mais sans hiérarchie.

Nous sommes pour que l'entraide soit partie intégrante de la vie humaine. Nous savons aussi que cet objectif est impossible à réaliser en totalité, tant que la société capitaliste ne sera pas détruite et que nous continuerons à nous heurter à des puissances qui nous amènent à baisser, à limiter nos réalisations, à ne pas pouvoir nous passer de monnaie, etc. Mais, au moins, ne cherchons pas à faire passer des vessies pour des lanternes et appelons les choses par leur nom. Et, en premier lieu, ne tentons pas d'entraver la concurrence par des mesures libre-échangistes qui la présupposent et qui, en dernière analyse, justifient le rôle de l'Etat lui-même. L'argumentation selon laquelle les normes de travail sont nécessaires pour éviter le parasitisme au sein des Sel pue, à l'égal de celle qui justifie l'Etat sous prétexte de tenir en laisse les individus. La confiance entre individus ne se décrète pas, pas plus qu'elle ne se force. Elle est construite à travers les convergences et les rencontres qu'ils réalisent au cours de leurs combats contre les relations qui les étouffent. Dès aujourd'hui, la condition primordiale pour avancer dans ce sens, c'est de cesser de vouloir évaluer et valoriser les activités et les relations humaines. En d'autres termes, ne nous réduisons pas, et ne réduisons pas autrui, à des normes quantifiables. Les individus sont incommensurables. La reconnaissance de l'importance de l'entraide implique celle de l'individualité de chaque associé, dont les besoins, les désirs, les aspirations et les capacités ne sont pas identiques. Sans individualité, il ne peut pas y avoir de sociabilité, de don et de réciprocité entre individus mais du calcul entre citoyens interchangeables.

ANDRÉ DRÉAN ■

1 - « Sel, mode d'emploi ». Préface. Brochure éditée par la coordination des Sel. Janvier 1997.

2 - « Sel, mode d'emploi ». Chapitre Réflexions. Août 1996.

3 - « Alternative libertaire ». Article ABC de l'utopie. Revue libertaire éditée à Bruxelles. Février 1996.

4 - « Sel, mode d'emploi ». Préface. Août 1996.

5 - « Sel, mode d'emploi ». Chapitre Réflexions. Août 1996.

6 - « Alternative libertaire ». Article ABC de l'utopie. Février 1996.

7 - « Sel, mode d'emploi ». Chapitre Réflexions. Janvier 1996.

8 - « La Galipote ». Chapitre Pincée de sel contre la pensée unique. Revue alternative éditée en Auvergne. Septembre 1997.



LES MOTS AU REBUS

« L'ome libre èt le maître et non le serviteur du discours » **Socrate**

Considérons le discours dominant comme un condensé d'intoxication. De cette affirmation découle la kyrielle des mots asservis qui, désormais, prospèrent en toute quiétude. Mais cette mécanique du mensonge – que Armand Robin avait si bien dénoncé dans son bulletin, *La Fausse Parole* – se pare des vertus démocratiques et se paye au prix du mensonge une virginité sans cesse renouvelée. Ainsi, dans la profusion des signes écrits, parlés ou singés : tout peut se dire et, de fait, rien ne se dit.

Prenons par exemple le mouvement des chômeurs de l'hiver dernier où la presse s'est illustrée comme relais fidèle de la parole tronquée. Le vocabulaire usité, qui a caractérisé un aspect des revendications de ce mouvement, mérite une mise au point. Précaires, minima, resocialiser, exclus,... n'en jetez plus ! Nous reconnaissons bien, dans cette brève énumération, l'instinct grégaire du capital et de son activité qui, paradoxalement, dispose ou se passe de main-d'œuvre au gré des fluctuations boursières. Cette volonté de réelle intégration à la communauté

tente d'éclorre à travers une sacrée couche de sordide hypocrisie.

Etre exclu du labeur et du consommable impliquerait une précarité minorée par les minima sociaux. Resocialisons, resocialisons à tout crin. Diantre ! Que la bride du langage est tendue et s'écartèle entre les mains des militants affairistes et des syndicalistes ! La langue est bien lourde dans la bouche de ces « opposants » respectueux du capital.

Bien que ce phénomène ne soit qu'un échantillon du simulacre et de la crédulité qu'il implique, ne tournons plus sept fois la langue dans nos bouches avant de vitupérer cette infecte sémantique.

Débrider le langage serait le commencement réel d'une agora où la parole, purgée des scories du mensonge, s'épanouirait avec ses contradictions sur les ruines fumantes des rapaces intégrés.

KARL ■

CORRESPONDANCE :
C/O AB IRATO
BP 328
75525 PARIS CEDEX 11
FRANCE

TOUTE COPIE OU REPRODUCTION INTÉGRALE OU PARTIELLE DESTINÉE À UNE UTILISATION INDIVIDUELLE OU COLLECTIVE CONSTITUE UNE CONTRIBUTION À LA DIFFUSION D'OISEAU-TEMPÊTE.